

4° het koninklijk besluit van 20 juli 2012: het koninklijk besluit van 20 juli 2012 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars;

5° de minister: de minister bevoegd voor Middenstand.

Art. 2. § 1. De rechtskundige assessoren behandelen de vragen van het Bureau van het Instituut of de klachten die ze ontvangen zorgvuldig.

De rechtskundige assessoren algemeen behandelen de vragen van het bureau van het Instituut of van de klagers die ze ontvangen om de beslissing van de rechtskundig assessor inzake het klasseren zonder gevolg te herzien zorgvuldig.

Elke beslissing tot klassering zonder gevolg moet gemotiveerd worden.

§ 2. Wanneer de minister door de voorzitter van het Instituut op de hoogte gesteld wordt van disfuncties veroorzaakt door een rechtskundig assessor of een rechtskundig assessor algemeen bij het onderzoek van de dossiers die hem toevertrouwd zijn, kan hij, na de rechtskundig assessor of de rechtskundig assessor algemeen te hebben gehoord, vroegtijdig een einde stellen aan zijn mandaat.

De rechtskundig assessor of de rechtskundig assessor algemeen wordt vooraf per aangetekende zending opgeroepen om gehoord te worden ten vroegste vijftien dagen na ontvangst van de oproep.

Die oproep licht hem in over de feiten die hem ten laste worden gelegd.

In voorkomend geval kan de rechtskundig assessor of de rechtskundig assessor algemeen zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

§ 3. Vormen aanwijzingen van disfunctie:

1° het ontbreken van een motivering bij de beslissingen tot klassering zonder gevolg;

2° de behandeling van de dossiers op ongepaste wijze of binnen termijnen die niet gerechtvaardigd zijn door de omstandigheden van het concrete geval of de complexiteit van de dossiers;

3° herhaaldelijke en ongewettigde afwezigheden van de rechtskundig assessor of de rechtskundig assessor algemeen op de zittingen van de Uitvoerende Kamers bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 20 juli 2012.

Art. 3. De minister of zijn afgevaardigde mag aan een rechtskundig assessor of een rechtskundig assessor algemeen inlichtingen vragen over een dossier wanneer hij één of meer aanwijzingen van disfunctie vaststelt zoals bedoeld in artikel 3, § 2, zonder afbreuk te doen aan het geheim van het onderzoek.

Art. 4. De minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
D. DUCARME

4° l'arrêté royal du 20 juillet 2012 : l'arrêté royal du 20 juillet 2012 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut professionnel des agents immobiliers ;

5° le ministre : le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. Les assesseurs juridiques traitent avec diligence les demandes du Bureau de l'Institut ou les plaintes qui leurs sont adressées.

Les assesseurs juridiques généraux traitent avec diligence les demandes du Bureau de l'Institut ou des plaignants qui leurs sont adressées, et qui visent à revoir la décision de l'assesseur juridique de classement sans suite.

Toute décision de classement sans suite doit être motivée.

§ 2. Lorsque le ministre est avisé par le président de l'Institut de dysfonctionnements causés par un assesseur juridique ou un assesseur juridique général dans l'examen des dossiers qui lui sont confiés, il peut, après avoir entendu l'assesseur juridique ou l'assesseur juridique général, mettre fin anticipativement à son mandat.

L'assesseur juridique ou l'assesseur juridique général est convoqué préalablement par envoi recommandé pour être entendu au plus tôt quinze jours à dater de la réception de la convocation.

Cette convocation l'informe des faits qui lui sont reprochés.

L'assesseur juridique ou l'assesseur juridique général peut le cas échéant se faire assister par la personne de son choix.

§ 3. Constituent des indices de dysfonctionnement :

1° l'absence de motivation des décisions de classement sans suite ;

2° le traitement des dossiers de manière inappropriée ou dans des délais qui ne sont pas justifiés par les circonstances de l'espèce ou par la complexité des dossiers ;

3° des absences répétées et injustifiées de l'assesseur juridique ou de l'assesseur juridique général aux audiences des Chambres exécutives visées à l'article 52 de l'arrêté royal du 20 juillet 2012.

Art. 3. Le ministre ou son délégué peut demander des informations à un assesseur juridique ou à un assesseur juridique général concernant un dossier lorsqu'il constate un ou plusieurs indices de dysfonctionnement, tels que visés à l'article 3, § 2, et ce sans porter atteinte au secret de l'instruction.

Art. 4. Le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,
D. DUCARME

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/201570]

Extrait de l'arrêt n° 37/2018 du 22 mars 2018

Numéro du rôle : 6581

En cause : le recours en annulation de l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, introduit par l'ASBL « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite E. De Groot, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 janvier 2017 et parvenue au greffe le 5 janvier 2017, un recours en annulation de l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement (publié au *Moniteur belge* du 8 juillet 2016) a été introduit par l'ASBL « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », l'ASBL « Recupel Audio - Video », l'ASBL « Recupel SDA », l'ASBL

« Recupel ICT », l'ASBL « Recupel E.T. & Garden », l'ASBL « LightRec », l'ASBL « MeLarec », l'ASBL « Recupel », l'ASBL « Bebat », l'ASBL « Recytyre », l'ASBL « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », l'ASBL « Agoria », l'ASBL « Traxio », la SA « Miele », la SA « Electrolux Belgium » et la SA « BSH Home Appliances », assistées et représentées par Me D. Lagasse, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Les parties requérantes poursuivent l'annulation de l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement. Cet article remplace les paragraphes 1^{er} à 6 de l'article 8bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut soumettre au régime de la responsabilité élargie des producteurs les personnes visées à l'article 2, 20° [lire : 20°bis], qui mettent sur le marché en Wallonie des biens, produits ou matières premières.

La responsabilité élargie des producteurs prend la forme d'une obligation de reprise, d'une obligation de rapportage ou d'une obligation de participation.

Le Gouvernement fixe les règles générales communes, et les règles spécifiques par flux de biens et déchets, qui sont applicables aux producteurs et, le cas échéant, aux intervenants dans la chaîne de commercialisation et de gestion des flux de déchets afin de développer la prévention, la réutilisation et d'atteindre un niveau élevé de collecte sélective et de valorisation des déchets.

Une distinction peut être opérée selon que les déchets sont d'origine ménagère ou professionnelle.

Le Gouvernement adresse au Parlement tous les deux ans un rapport de l'Administration sur la mise en œuvre des dispositions prises en exécution du présent article.

§ 2. L'obligation de reprise implique pour le producteur dans le respect de la hiérarchie stipulée à l'article 1^{er}, § 2, de :

1° développer la prévention quantitative et qualitative des déchets;

2° assurer ou renforcer la réutilisation;

3° assurer ou organiser l'enlèvement, la collecte sélective, le recyclage et toute autre valorisation ou gestion adaptée des biens ou déchets, en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement;

4° mener les actions d'information et de sensibilisation nécessaires à l'atteinte des objectifs;

5° supporter les coûts des actions visées aux 1° à 4° en ce compris les mesures de sécurité contre le vol, les contrôles financiers et les analyses et inspections;

6° participer et contribuer, ainsi que le cas échéant les autres intervenants dans la chaîne de commercialisation, à la politique régionale de lutte contre les incivilités en matière de déchets et de propreté publique, pour les biens, produits, matières et déchets concernés par celles-ci;

7° rapporter les données relatives aux biens, produits et matières mis sur le marché, aux flux collectés et traités et aux actions menées en exécution de l'obligation de reprise.

Pour les déchets d'origine ménagère, les coûts visés à l'alinéa 1^{er}, 6°, incluent le coût-réel et complet de la gestion des déchets organisée en collaboration avec les personnes morales de droit public. Le Gouvernement peut établir les critères et barèmes de compensation des coûts exposés par celles-ci. Lorsque ces déchets proviennent d'utilisateurs autres que les ménages, d'autres méthodes de financement peuvent être prévues dans le cadre d'accords entre les producteurs et ces utilisateurs, dans le respect du droit européen applicable.

Le Gouvernement détermine les données à fournir en exécution de l'alinéa 1^{er}, 7°, et il fixe la manière dont les registres de ces données sont tenus.

Tout opérateur actif dans la chaîne de gestion des flux de déchets soumis à obligation de reprise est tenu de rapporter les données relatives à ces flux, soit gratuitement et directement à l'autorité compétente, soit au producteur ou à son mandataire, l'éco-organisme, en cas de convention avec celui-ci.

§ 3. Tout producteur soumis à obligation de reprise est tenu d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de prévention préalablement soumis à l'Administration. Il peut :

1° soit élaborer et exécuter un plan individuel de prévention;

2° soit confier l'élaboration et l'exécution d'un plan de prévention, par secteur d'activité économique, à une tierce personne qui se substitue à lui.

Le plan de prévention comporte les mesures déjà réalisées, les mesures en cours de réalisation, les objectifs chiffrés et les mesures projetées de prévention quantitative et qualitative, pour une durée de cinq ans.

L'administration évalue, approuve ou refuse chaque plan, suivant les délais et la procédure fixée par le Gouvernement, tenant compte des objectifs du plan wallon des déchets ou du programme régional de prévention des déchets.

Le Gouvernement peut fixer un seuil minimal de mise sur le marché wallon de biens ou de production de déchets à partir duquel l'imposition d'un plan de prévention est applicable.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe 3, pour respecter son obligation de reprise, le producteur soumis à obligation de reprise peut :

1° soit mettre en place un système individuel d'enlèvement, de collecte et de traitement, en ce compris la réutilisation, au travers d'un plan individuel de gestion;

2° soit confier l'exécution de son obligation à un éco-organisme auquel il adhère et qui est autorisé à mettre en œuvre un système collectif soit dans le cadre d'une licence, soit dans le cadre d'une convention environnementale adoptée conformément au Code de l'Environnement.

Le Gouvernement arrête les exigences relatives au contenu du plan individuel, la procédure suivant laquelle il est introduit et approuvé, et sa durée de validité qui ne peut excéder cinq ans.

Il détermine les conditions auxquelles les éco-organismes et les systèmes collectifs doivent répondre, la procédure d'octroi et de renouvellement des licences, et leur durée de validité, qui ne peut excéder cinq ans. Il prévoit des dispositions en vue de régler les contestations survenant entre les parties prenantes.

§ 5. Peuvent être admises à mettre en œuvre un système collectif les personnes qui répondent aux exigences définies par le Gouvernement compte tenu des conditions suivantes :

1° être légalement constituées en association sans but lucratif;

2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge, pour le compte de leurs contractants, de l'obligation de reprise;

- 3° disposer de moyens suffisants pour accomplir l'obligation de reprise;
- 4° disposer d'un siège d'activités ou d'un point de contact en Wallonie;
- 5° respecter l'usage des langues nationales dans toutes leurs relations avec l'Administration, les personnes et entreprises concernées établies en Wallonie;
- 6° couvrir l'intégralité du territoire wallon.

L'éco-organisme est tenu :

1° d'atteindre, pour l'ensemble des producteurs qui ont contracté avec lui, dans les délais prévus, les objectifs de collecte, de réutilisation, de recyclage et de valorisation des biens et déchets, et d'en rapporter les données à l'Administration;

2° d'appliquer des conditions égales et non discriminatoires d'adhésion et de prise en charge de l'obligation de reprise à tout producteur qui participe au système collectif, pour la catégorie de déchets qui le concerne;

3° de prendre des dispositions pour favoriser les emplois à finalité sociale;

4° de respecter le cahier des charges arrêté par le Gouvernement conformément à l'alinéa 4.

Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets d'origine ménagère, l'éco-organisme accomplit une mission de service public. Le Gouvernement prévoit la disponibilité et l'accessibilité des centres publics de collecte de déchets ménagers permettant aux utilisateurs et, le cas échéant, aux détaillants, de rapporter gratuitement les déchets soumis à obligation de reprise. En sus des conditions et obligations mentionnées aux dispositions qui précèdent, l'éco-organisme est tenu :

1° de couvrir de manière homogène le territoire wallon;

2° de fournir une sûreté visant à garantir la Région du respect de l'obligation de reprise;

3° de financer le coût-réel et complet de la gestion des déchets qu'il organise en collaboration avec les personnes morales de droit public.

Le cahier des charges des éco-organismes est arrêté par le Gouvernement après enquête publique conformément aux dispositions du Livre Ier du Code de l'Environnement. Il comporte des dispositions relatives aux aspects suivants :

1° la gouvernance, les relations avec l'autorité, les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers, et les parties concernées;

2° les conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont organisés l'enlèvement et la gestion des biens et déchets;

3° les conditions auxquelles un organisme peut exercer ou non, directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, une activité opérationnelle de gestion des déchets;

4° les obligations d'information à l'égard de l'autorité compétente, des utilisateurs et des détenteurs, notamment la manière dont cette information doit être transmise ou être disponible;

5° le financement de l'obligation, la transparence des coûts, le calcul des cotisations supportées directement ou indirectement par le consommateur, la limitation des réserves et provisions constituées à partir de ces cotisations à maximum dix-huit mois d'activité, sauf dérogations, et les modalités à observer en cas de dépassement.

Le Gouvernement précise les mesures du système collectif soumises selon les cas à notification, à l'avis ou à l'approbation de l'Administration.

§ 6. L'obligation de rapportage et l'obligation de participation s'appliquent aux déchets spécifiques désignés par le Gouvernement et qui sont collectés ou ramassés en tout ou en partie par les personnes morales de droit public par quelque moyen que ce soit, et mélangés ou non aux ordures ménagères.

L'obligation de rapportage comporte l'information de l'Administration concernant, d'une part, les biens, produits ou matières mis sur le marché et, d'autre part, les mesures de prévention, de réutilisation, d'information et de sensibilisation des utilisateurs mises en œuvre en vue d'atteindre les objectifs environnementaux.

L'obligation de participation s'applique à des flux de déchets faisant l'objet d'un déficit de chaîne présentant un problème de propreté publique ou pour lesquels des filières de réutilisation ou de valorisation doivent être mises en place. Elle comporte, outre l'obligation de rapportage, la participation des producteurs et, le cas échéant, d'autres intervenants dans la chaîne de commercialisation, à la politique régionale de prévention et de gestion des déchets, en ce compris la propreté publique.

Elle se traduit par une participation forfaitaire aux coûts de prévention, de collecte et de traitement supportés par les personnes morales de droit public, en ce compris lorsque les déchets ne sont pas de nature à faire l'objet d'une collecte sélective ou lorsque le tri entraînerait des coûts économiquement excessifs. Sont incluses dans ces coûts les actions de maintien et de restauration de la propreté publique liés aux abandons de déchets.

Toute personne soumise à l'obligation de rapportage ou à l'obligation de participation peut confier l'exécution de son obligation, par secteur d'activité économique, à une tierce personne qui se substitue à lui ».

En vertu de l'article 112 du décret attaqué, cette disposition entre en vigueur à une date à déterminer par le Gouvernement wallon.

B.1.2. Par le décret attaqué, le législateur entendait notamment insérer le régime des obligations de reprise « dans le concept plus large de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 8 de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2015-2016, n° 484/1, p. 7).

La responsabilisation des producteurs :

« comporte trois mécanismes différents :

- L'obligation de reprise, lorsque le flux justifie une reprise (VHU, DEEE, piles et accumulateurs, etc.);

- L'obligation de rapportage, lorsque le flux des déchets ménagers est déjà collecté sélectivement à l'initiative du secteur public, ne connaît pas de déficit de chaîne, mais, en raison de ses caractéristiques, justifie un minimum de rapportage permettant d'apprécier le taux de collecte et de traitement, et les dispositions prises par les producteurs en termes de prévention et de sensibilisation des consommateurs (huiles et graisses de friture p.ex.);

- L'obligation de participation à la politique régionale de prévention et de gestion, en ce compris la propreté publique, lorsque le flux des déchets est géré par le secteur public mais connaît un déficit de chaîne (valeur négative du déchet), présente un problème de propreté publique ou encore afin de stimuler le développement de filières de réutilisation et de valorisation. Pour des raisons pratiques, la participation est forfaitaire. Elle devra être déterminée, selon sa nature, par le Parlement (disposition fiscale), le Gouvernement ou dans le cadre d'une convention » (*ibid.*).

B.1.3. L'obligation de reprise des déchets qui y sont soumis, à savoir notamment les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et les piles et accumulateurs usagés, incombe aux producteurs de ces produits. Les producteurs ont le choix, pour exécuter leur obligation de reprise, entre un système individuel et un système collectif, via des organismes désignés par le décret attaqué par le terme « éco-organismes ».

Quant à la recevabilité du recours

B.2. Dès lors qu'il n'est pas contesté que les dix premières et les trois dernières parties requérantes ont intérêt à poursuivre l'annulation de la disposition attaquée, il n'y a pas lieu d'examiner l'exception d'irrecevabilité du recours tirée du défaut d'intérêt dans le chef des onzième à treizième parties requérantes.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.3.1. Le premier moyen est pris de la violation de l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, des articles 5, 39 et 134 de la Constitution lus en combinaison avec les articles 2 et 19, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce que ces dispositions établissent un principe de répartition exclusive des compétences, et de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, lu en combinaison avec les articles 3, 12), de la directive 2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs, ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et 3, paragraphe 1, f), de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques en ce qu'ils garantissent le principe de libre circulation des services.

B.3.2. Les parties requérantes estiment que les dispositions qu'elles invoquent sont violées par la disposition attaquée en ce que le législateur décretaal ne pouvait pas, selon elles, d'une part, définir « le producteur soumis à l'obligation de reprise des déchets » (première branche, concernant l'article 8bis, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996) et, d'autre part, autoriser le Gouvernement wallon à établir le cahier des charges des éco-organismes auxquels les producteurs peuvent adhérer (seconde branche, concernant l'article 8bis, § 5, alinéa 4, du décret du 27 juin 1996) sans avoir au préalable conclu avec les deux autres régions un accord de coopération portant sur ces deux points.

B.4. L'article 143, § 1^{er}, de la Constitution dispose :

« Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'Etat fédéral, les communautés, les régions et la Commission communautaire commune agissent dans le respect de la loyauté fédérale, en vue d'éviter des conflits d'intérêts ».

Le respect de la loyauté fédérale suppose que, lorsqu'elles exercent leurs compétences, l'autorité fédérale et les entités fédérées ne perturbent pas l'équilibre de la construction fédérale dans son ensemble. La loyauté fédérale concerne plus que le simple exercice des compétences : elle indique dans quel esprit il doit avoir lieu.

Le principe de la loyauté fédérale oblige chaque législateur à veiller à ce que l'exercice de sa propre compétence ne rende pas impossible ou exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par les autres législateurs.

B.5. Les articles 5, 39 et 134 de la Constitution, combinés avec les articles 2 et 19, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ont déterminé une répartition exclusive des compétences territoriales. Un tel système suppose que l'objet de toute norme adoptée par un législateur régional puisse être localisé dans le territoire de sa compétence, de sorte que toute relation ou situation concrète soit réglée par un seul législateur.

B.6.1. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que les régions exercent leurs compétences « dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par ou en vertu de la loi, et par ou en vertu des traités internationaux ».

B.6.2. L'article 3, 12^o, de la directive 2006/66/CE précitée définit le « producteur » comme étant

« toute personne dans un Etat membre qui, indépendamment de la technique de vente utilisée, y compris les techniques de communication à distance au sens de la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance, met des piles ou des accumulateurs, y compris ceux qui sont intégrés dans des appareils ou des véhicules, sur le marché pour la première fois sur le territoire de cet Etat membre à titre professionnel ».

B.6.3. L'article 3, 1, f, de la directive 2012/19/UE précitée définit le « producteur » comme étant

« toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par communication à distance au sens de la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance :

i) est établie dans un Etat membre et fabrique des EEE sous son propre nom ou sa propre marque, ou fait concevoir ou fabriquer des EEE, et les commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire dudit Etat membre;

ii) est établie dans un Etat membre et revend, sur le territoire de cet Etat membre, sous son propre nom ou sa propre marque des équipements produits par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme 'producteur' lorsque la marque du producteur figure sur l'équipement conformément au point i);

iii) est établie dans un Etat membre et met sur le marché de cet Etat membre, à titre professionnel, des EEE provenant d'un pays tiers ou d'un autre Etat membre; ou

iv) vend des EEE par communication à distance directement aux ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages, dans un Etat membre, et est établie dans un autre Etat membre ou dans un pays tiers.

Une personne qui assure exclusivement un financement en vertu de ou conformément à un contrat de financement n'est pas considérée comme 'producteur', à moins qu'elle n'agisse aussi comme producteur au sens des points i) à iv); ».

B.7.1. Sur la base de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'Etat, les communautés et les régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun. En outre, ils disposent d'autres instruments en vue de donner forme à leur coopération.

B.7.2. En règle, l'absence de coopération dans une matière pour laquelle le législateur spécial ne prévoit pas d'obligation à cette fin n'est pas constitutive d'une violation des règles répartitrices de compétence.

B.8. Contrairement à ce que soutient le Gouvernement wallon, la circonstance que la définition du « producteur » utilisée par la disposition attaquée est localisée dans l'article 2, 20^obis, qui est une disposition ancienne du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, et non dans la disposition attaquée ne rend pas le premier moyen, en sa première branche, irrecevable. En effet, le grief des parties requérantes ne porte pas, comme tel, sur les termes de la définition, mais bien sur le fait que le législateur décretaal a retenu cette définition du producteur pour délimiter le champ d'application de la responsabilité élargie des producteurs, ce qui constitue l'objet de la disposition attaquée.

B.9.1. Il résulte de la combinaison de la disposition attaquée avec l'article 2, 20^obis, du décret du 27 juin 1996 que la responsabilité élargie des producteurs instituée par le décret attaqué s'impose à « toute personne physique ou morale qui fabrique ou importe un produit sous sa propre marque ou non et soit l'affecte à son usage propre au sein de ses établissements industriels ou commerciaux, soit le met sur le marché wallon, quelle que soit la technique de vente utilisée, à distance ou non », et à toute « personne physique ou morale qui revend des produits fabriqués par d'autres fournisseurs sous sa propre marque », dès le moment où elles mettent sur le marché wallon des biens, produits ou matières premières.

B.9.2. Agissant dans le cadre de la compétence en matière de déchets qui lui est attribuée par l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le législateur décréteil est compétent pour assurer la transposition des directives européennes précitées relatives à la gestion de certains flux de déchets pour lesquels existe une obligation de reprise devant être mise à charge des producteurs. Il lui revient, dans ce cadre, de déterminer avec précision quelles sont les personnes soumises à la responsabilité élargie des producteurs qui doivent être considérées comme responsables pour la reprise des déchets concernés.

B.10.1. L'article 10 de la directive 2006/66/CE précitée et l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2012/19/UE précitée établissent chacun des objectifs à atteindre annuellement par les Etats membres en termes de pourcentage de, respectivement, piles et accumulateurs usagés et déchets d'équipements électriques et électroniques qui doivent être collectés par rapport aux produits correspondants mis sur le marché de chaque Etat membre.

B.10.2. Compte tenu du fait qu'il n'y a pas de sous-marchés régionaux pour les produits visés, que les taux de collecte imposés par les directives européennes doivent être atteints sur l'ensemble du territoire belge et que l'obligation de reprise doit s'imposer à tous les producteurs, il apparaît inévitable que les régions adoptent de manière concertée des définitions de la personne, considérée comme le producteur, responsable de la collecte et du traitement de tout équipement électrique ou électronique et de toute pile ou de tout accumulateur mis sur le marché belge, de sorte que les obligations afférentes à tout déchet soumis à la responsabilité élargie du producteur soient prises en charge par une personne désignée comme en étant le producteur responsable. Il en va d'autant plus ainsi que la responsabilité élargie du producteur peut également comporter une obligation financière, sous la forme de cotisations payées à l'éco-organisme auquel le producteur s'est affilié. Dès lors que, sous réserve de ce qui sera examiné ci-après, les régions sont compétentes pour prendre des dispositions réglant notamment le financement de l'obligation des producteurs et le calcul des cotisations payées aux éco-organismes assurant cette obligation, il s'indique que toute situation relevant de la législation décréte relative aux déchets soumis à l'obligation de reprise soit réglée par un seul législateur régional, ce qui implique que les critères permettant de délimiter la compétence territoriale de chacun d'eux soient cohérents entre eux.

B.10.3. L'adoption par le législateur décréteil de la Région wallonne, sans concertation préalable avec les législateurs des autres régions, d'une définition du producteur soumis à la responsabilité élargie, dans la mesure où elle risque de gêner la réalisation par l'Etat belge des objectifs qui lui sont imposés par l'Union européenne, viole le principe de loyauté fédérale garanti par l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, combiné avec les dispositions invoquées au moyen.

B.11. Le premier moyen, en sa première branche, est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, en ce qu'il insère, dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

B.12. Le premier moyen, en sa seconde branche, vise l'article 8bis, § 5, alinéa 4, du décret du 27 juin 1996 précité, inséré par la disposition attaquée et, plus précisément, l'autorisation donnée au Gouvernement wallon d'établir le cahier des charges des éco-organismes auxquels les producteurs peuvent adhérer sans avoir au préalable conclu un accord de coopération à ce sujet avec les deux autres régions. En vertu de la disposition attaquée, le cahier des charges comporte notamment des dispositions concernant la « gouvernance » de l'organisme, des dispositions concernant les conditions auxquelles il peut exercer, directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, une activité opérationnelle de gestion des déchets et des dispositions réglant le financement de l'obligation, le calcul des cotisations et limitant les réserves et provisions constituées à partir de ces cotisations.

B.13.1. En autorisant le Gouvernement wallon à adopter un cahier des charges comportant les dispositions précitées, le législateur décréteil n'empêche pas les autres régions d'exercer leur compétence dans la même matière en habilitant, le cas échéant, leur pouvoir exécutif à également adopter un cahier des charges s'imposant aux éco-organismes qu'elles reconnaissent sur leur territoire. Il ne rend pas non plus, *a priori*, plus difficile l'exercice par les deux autres régions de cette compétence.

B.13.2. La circonstance que les éco-organismes constitués par les producteurs soumis à la responsabilité élargie sont actuellement actifs sur l'ensemble du territoire belge, de sorte que ces éco-organismes pourraient être soumis à des conditions d'agrément différentes selon les régions, n'empêche pas le législateur décréteil de charger le Gouvernement wallon d'adopter un cahier des charges portant sur les dispositions énumérées par la disposition attaquée et ne lui impose pas de conclure, au préalable, un accord de coopération avec les autres régions aux fins d'établir un cahier des charges commun.

B.13.3. Le premier moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.14.1. Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article 27 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, combinés avec les articles 5, paragraphe 2, *d*), et 8, paragraphe 3, de la directive 2012/19/UE précitée et avec l'article 12 de la directive 2006/66/CE précitée. Il vise l'article 8bis, § 5, alinéas 1^{er}, 2^o, 2, 4^o et 4, 1^o à 5^o, du décret du 27 juin 1996.

Les parties requérantes font grief au législateur décréteil, d'une part, d'imposer aux éco-organismes d'avoir comme seul objet statutaire la prise en charge, pour le compte de leurs co-contractants, de l'obligation de reprise et, d'autre part, d'avoir permis que l'organisation et l'action des éco-organismes soient entièrement déterminées par le cahier des charges devant être adopté par le Gouvernement, ce qui entraînerait une violation de la liberté d'association et de la liberté de commerce et d'industrie.

B.14.2. L'article 27 de la Constitution dispose :

« Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive ».

La liberté d'association prévue par cette disposition a pour objet de garantir la création d'associations privées et la participation à leurs activités. Elle implique le droit de s'associer et celui de déterminer librement l'organisation interne de l'association, mais également le droit de ne pas s'associer.

B.14.3. L'article 12 de la directive 2006/66/CE précitée impose notamment aux Etats membres de veiller à ce que les producteurs ou les tiers assumant leur obligation « instaurent des systèmes utilisant les meilleures techniques disponibles, en termes de protection de la santé et de l'environnement, afin d'assurer le traitement et le recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs ». En vertu de l'article 5, paragraphe 2, *d*), de la directive 2012/19/UE précitée, les Etats membres veillent à ce que « les producteurs soient autorisés à organiser et exploiter des systèmes de reprise individuels et/ou collectifs des DEEE provenant des ménages ». En application de l'article 8.3 de la même directive, ils veillent à ce que les producteurs ou les tiers agissant pour leur compte « mettent en place des systèmes permettant la valorisation des DEEE par les meilleures techniques disponibles ».

B.15.1. Les personnes soumises à la responsabilité élargie des producteurs pour certains flux de déchets, notamment pour les piles et accumulateurs usagés et pour les déchets d'équipements électriques et électroniques, assument une obligation de reprise des déchets dont elles sont responsables, dont le contenu est décrit à l'article 8bis, § 2, du décret du 27 juin 1996. Cette obligation de reprise participe de la mise en œuvre de la politique environnementale menée par la Région, ce qui est explicitement confirmé par le fait qu'elle est remplie « en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement » en termes d'enlèvement, de collecte sélective, de recyclage et de valorisation des déchets (article 8bis, § 2, 3°).

B.15.2. Dès lors que l'obligation de reprise peut être, en vertu de l'article 8bis, § 4, du décret du 27 juin 1996, assumée individuellement ou collectivement, les producteurs ne sont pas tenus de s'associer pour répondre aux exigences de la responsabilité élargie des producteurs.

B.15.3. Compte tenu de la mission d'intérêt général remplie par les producteurs lorsqu'ils assument l'obligation de reprise, il n'est pas sans justification que le législateur décretaal encadre leur action, soit en prévoyant que le Gouvernement approuve les plans individuels de gestion des déchets concernés, soit en instaurant un système de licence octroyée aux organismes tiers assumant pour les producteurs leur obligation de reprise.

B.15.4. Lorsqu'ils choisissent de s'associer pour assumer cette obligation, les producteurs doivent donner à leur association, pour qu'elle soit reconnue par les autorités comme assumant valablement l'obligation de reprise des producteurs concernés, la forme d'une association sans but lucratif et ils ne peuvent lui conférer d'autre objet statutaire que la prise en charge, pour le compte des contractants, de l'obligation de reprise.

B.15.5. Dès lors que la disposition attaquée, d'une part, ne comporte pas d'obligation de s'associer et, d'autre part, n'empêche pas les producteurs qui le souhaiteraient de créer d'autres associations en leur conférant d'autres objets statutaires, elle ne porte pas atteinte à la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution.

B.16.1. En chargeant le Gouvernement wallon d'établir un cahier des charges auquel doivent répondre les éco-organismes et en prévoyant que ce cahier des charges doit comporter des dispositions relatives à la gouvernance, aux relations avec l'autorité, avec les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers et avec les parties concernées, des dispositions relatives aux conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont organisés l'enlèvement et la gestion des biens et déchets, des dispositions relatives aux conditions auxquelles un organisme peut exercer ou non, directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, une activité opérationnelle de gestion des déchets, des dispositions relatives aux obligations d'information à l'égard de l'autorité compétente, des utilisateurs et des détenteurs, notamment la manière dont cette information doit être transmise ou être disponible, et enfin des dispositions relatives au financement de l'obligation, à la transparence des coûts, au calcul des cotisations supportées directement ou indirectement par le consommateur et à la limitation des réserves et provisions constituées à partir de ces cotisations, la disposition attaquée établit des limites, à la liberté d'association ou à la liberté de commerce et d'industrie, qui ne sont pas sans justification raisonnable.

B.16.2. Il revient au Gouvernement, sous le contrôle, le cas échéant, du juge compétent, d'adopter le cahier des charges en veillant à ne pas limiter les libertés précitées au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis en matière de politique environnementale et de gestion des déchets.

B.17. Enfin, en elle-même, la disposition attaquée n'empêche pas les éco-organismes de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles pour assurer le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets faisant l'objet de l'obligation de reprise. A nouveau, il revient au Gouvernement, lors de l'élaboration du cahier des charges, de veiller à ne pas limiter les possibilités d'action des éco-organismes de façon telle qu'ils se trouveraient empêchés de faire évoluer les techniques qu'ils mettent en œuvre en fonction des progrès scientifiques et techniques dans le secteur.

B.18. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le troisième moyen

B.19.1. Le troisième moyen est pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéas 3, 4, 1^o, et 5, 4^o et 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 10 de la même loi spéciale, combinés avec l'article 16 de la directive 2008/98/CE précitée, avec l'article 10 de la directive 2012/19/UE précitée, avec l'article 15 de la directive 2006/66/CE précitée et avec les articles 11, 12 et 18 du règlement (CE) n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. Le moyen est également pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions précitées. Le moyen vise l'article 8bis, § 5, alinéa 4, 2^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par la disposition attaquée.

B.19.2. Par la première branche de ce moyen, les parties requérantes font grief au législateur décretaal de prévoir que le Gouvernement doit imposer aux éco-organismes, qui ne sont pas soumis aux règles des marchés publics, le respect de principes semblables à ceux qui se dégagent de la législation relative aux marchés publics, ce qui reviendrait à soumettre ces organismes à cette législation et en conséquence à en étendre le champ d'application. De surcroît, ce faisant, le législateur décretaal interviendrait dans le droit de la concurrence, dans le droit des pratiques du commerce et dans le droit commercial. Enfin, le législateur décretaal créerait ainsi une différence de traitement injustifiée entre les éco-organismes et les autres entreprises privées.

B.19.3. Par la deuxième branche de ce moyen, les parties requérantes font grief au législateur décretaal de prévoir que le Gouvernement peut imposer aux éco-organismes de viser à limiter le transport des déchets en volume et en distance, ce qui reviendrait à consacrer un principe de proximité ayant des conséquences sur la libre circulation des marchandises et des services au sein de l'Etat belge ainsi qu'entre les Etats membres de l'Union européenne.

B.19.4. Par la troisième branche de ce moyen, les parties requérantes font grief au législateur décretaal d'avoir accordé au Gouvernement une délégation trop générale pour intervenir dans une matière réservée au législateur fédéral, en violation de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

B.20.1. La disposition visée par le moyen se limite à prévoir que le cahier des charges des éco-organismes qui doit être arrêté par le Gouvernement comporte des dispositions relatives aux « conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont organisés l'enlèvement et la gestion des biens et déchets ». En elle-même, cette disposition n'enjoint pas au Gouvernement de rendre applicable aux éco-organismes la législation fédérale relative aux marchés publics. Elle ne comporte pas non plus un « principe de proximité » qui s'imposerait aux éco-organismes lors de l'enlèvement et de la gestion des biens et déchets.

B.20.2. L'exposé des motifs indique, au sujet de la disposition attaquée :

« Les conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont opérées la reprise et la gestion des biens et déchets seront précisées. Un objectif de protection optimale de l'environnement est poursuivi. Il s'agit également, lorsque l'éco-organisme organise la collecte et le traitement lui-même et en particulier s'il n'est pas soumis aux règles des marchés publics, ce qui se détermine au cas par cas, que le Gouvernement puisse préciser les principes essentiels à respecter dans un objectif d'intérêt général : la transparence impliquant une publicité adéquate, une accessibilité des documents dans les langues nationales, et la communication des décisions motivées d'attribution, la mise en concurrence, le respect de l'égalité de traitement des opérateurs.

Les conditions peuvent également viser à limiter le transport des déchets en volume et en distance par application du principe de proximité, à l'accessibilité des marchés aux PME ou à favoriser l'émergence de nouvelles filières et d'initiatives innovantes » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.21.1. S'il apparaît clairement de cet extrait des travaux préparatoires de la disposition attaquée que l'intention du législateur décréteil est, ainsi que le soutiennent les parties requérantes, d'habiliter le Gouvernement à examiner, au cas par cas, s'il y a lieu d'imposer aux éco-organismes qui ne sont pas soumis à la législation sur les marchés publics le respect de certaines règles similaires à celles qui sont édictées par cette législation, il n'en demeure pas moins que la disposition elle-même ne contient pas d'injonction ou de précision en ce sens.

B.21.2. Par ailleurs, le législateur décréteil ne saurait être présumé avoir habilité le Gouvernement à prendre des mesures en violation des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 réglant la répartition des compétences entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions.

Il revient au Gouvernement wallon, sous le contrôle, le cas échéant, du juge compétent, de faire usage de l'habilitation qui lui est conférée par la disposition attaquée de manière conforme aux règles répartitrices de compétences entre l'Etat fédéral et les régions.

B.22. De même, si l'extrait des travaux préparatoires cités en B.20.2 indique le souhait du législateur décréteil de voir appliquer un principe de proximité, il ne saurait en être déduit qu'il ait autorisé le Gouvernement à réglementer la matière en violation des règles répartitrices de compétences ou des directives et règlement européens invoqués par le moyen.

B.23. Enfin, dès lors que la disposition attaquée ne comporte pas en elle-même de violation des règles répartitrices de compétences, la délégation au Gouvernement ne contient pas non plus, en elle-même, une telle violation. Pour le surplus, une délégation au Gouvernement dans une matière qui n'est pas réservée au législateur décréteil n'est pas en soi constitutive de violation des normes et principes énoncés au moyen.

B.24. Le troisième moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

En ce qui concerne le quatrième moyen

B.25.1. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 27 de la Constitution, de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéas 3, et 5, 4^o et 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 10 de la même loi spéciale. Le moyen est également pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions précitées. Le moyen vise l'article 8bis, § 5, alinéa 4, 3^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par la disposition attaquée.

B.25.2. Par la première branche de ce moyen, les parties requérantes font grief au législateur décréteil de prévoir que le Gouvernement doit déterminer les conditions auxquelles un éco-organisme peut exercer ou non une activité opérationnelle de gestion des déchets en vue d'encadrer le rôle des opérateurs et de prévenir les abus de position dominante alors qu'il ne serait pas démontré, d'une part, qu'existe un risque de position dominante et, d'autre part, en quoi l'application du droit fédéral et du droit européen de la concurrence ne serait pas suffisante pour se prémunir d'un possible abus de position dominante. Ce faisant, le législateur décréteil ne respecterait pas les principes de la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, de la liberté de commerce et d'industrie, et l'union économique et l'unité monétaire. De surcroît, ce faisant, le législateur décréteil interviendrait dans le droit de la concurrence, dans le droit des pratiques du commerce, dans le droit commercial et dans le droit des sociétés. Enfin, le législateur décréteil créerait ainsi une différence de traitement injustifiée entre les éco-organismes et les autres entreprises privées.

B.25.3. Par la seconde branche de ce moyen, les parties requérantes font grief au législateur décréteil d'avoir accordé au Gouvernement une délégation trop générale pour intervenir dans une matière réservée au législateur fédéral, en violation de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

B.26.1. La disposition visée par le moyen se limite à prévoir que le cahier des charges des éco-organismes qui doit être arrêté par le Gouvernement comporte des dispositions relatives aux « conditions auxquelles un organisme peut exercer ou non, directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, une activité opérationnelle de gestion des déchets ». En elle-même, cette disposition ne contient aucune référence à un objectif de lutte contre les abus de position dominante en matière de collecte, de gestion et de traitement des déchets ni de mesures destinées à atteindre un tel objectif.

B.26.2. L'exposé des motifs indique, au sujet de la disposition attaquée :

« Le Gouvernement est habilité à encadrer le rôle des organismes de gestion en qualité d'opérateurs. Le pouvoir d'influence des systèmes collectifs peut être considérable du fait notamment des moyens qui leur sont consentis par le cadre législatif et réglementaire. Leur action aboutit à une forte concentration de la demande de collecte ou de traitement des déchets, d'autant plus marquée que les producteurs n'ont institué qu'un seul organisme par flux. Le Gouvernement déterminera, eu égard aux particularités de chaque flux, les conditions d'encadrement de manière à garantir le rôle fondamental structurant et catalyseur d'initiatives des organismes sur le marché, à prévenir les conflits d'intérêts et les abus de position dominante » (*ibid.*, p. 32).

B.27.1. S'il apparaît clairement de cet extrait des travaux préparatoires de la disposition attaquée que l'intention du législateur décréteil est, ainsi que le soutiennent les parties requérantes, d'habiliter le Gouvernement à examiner s'il y a lieu d'adopter des dispositions destinées à prévenir les conflits d'intérêts et les abus de positions dominantes et, en conséquence, à déterminer des conditions d'encadrement des éco-organismes, il n'en demeure pas moins que la disposition elle-même ne contient pas d'injonction ou de précision en ce sens.

B.27.2. Par ailleurs, le législateur décréteil ne saurait être présumé avoir habilité le Gouvernement à prendre des mesures en violation des dispositions constitutionnelles ou des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 réglant la répartition des compétences entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions citées au moyen.

Il revient au Gouvernement wallon, sous le contrôle, le cas échéant, du juge compétent, de faire usage de l'habilitation qui lui est conférée par la disposition attaquée de manière conforme à la Constitution et aux règles répartitrices de compétences entre l'Etat fédéral et les régions.

B.28. Enfin, dès lors que la disposition attaquée ne comporte pas, en elle-même, de violation des règles répartitrices de compétences, la délégation au Gouvernement ne contient pas non plus, en elle-même, une telle violation. Pour le surplus, une délégation au Gouvernement dans une matière qui n'est pas réservée au législateur décréteil n'est pas en soi constitutive de violation des normes et principes énoncés au moyen.

B.29. Le quatrième moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

En ce qui concerne le cinquième moyen

B.30.1. Le cinquième moyen vise l'article 8bis, § 5, alinéa 4, 5^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par la disposition attaquée.

B.30.2. Le moyen, en sa première branche, est pris de la violation, de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec les articles 16 et 41.2.b de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Les parties requérantes font grief au législateur décréteil de prévoir que le Gouvernement doit faire figurer dans le cahier des charges des éco-organismes des dispositions relatives au calcul des cotisations supportées directement ou indirectement par le consommateur, ce qui impliquerait l'obligation, pour les producteurs de biens concernés, de communiquer des informations commerciales relevant du secret des affaires protégé par les dispositions invoquées.

B.31.1. Il est vrai que si la disposition attaquée devait être comprise comme enjoignant au Gouvernement de prendre des dispositions impliquant l'obligation, pour les producteurs de biens soumis à l'obligation de reprise, de rendre publique la composition du prix de vente de chacun de ces biens de manière à faire apparaître si et dans quelle mesure le consommateur supporte une part ou la totalité de la cotisation payée par le producteur à l'éco-organisme avec lequel il a contracté, elle pourrait avoir pour effet d'obliger ces producteurs à divulguer des informations qui relèvent de leur politique commerciale et qui sont couvertes par le secret des affaires.

B.31.2. Telle n'est toutefois pas la portée de la disposition attaquée. En effet, celle-ci énumère les aspects qui doivent faire l'objet de dispositions figurant dans le cahier des charges des éco-organismes. Elle ne peut donc imposer d'obligations qu'aux éco-organismes et non aux producteurs qui contractent avec ceux-ci. La disposition attaquée doit dès lors être comprise comme chargeant le Gouvernement wallon de faire figurer dans le cahier des charges des dispositions relatives au calcul des cotisations payées par les producteurs à l'éco-organisme, ces producteurs demeurant libres de répercuter tout ou partie de ces cotisations sur le consommateur, dans le cadre de leur politique commerciale.

B.32. La disposition attaquée n'ayant pas la portée que lui confèrent les parties requérantes, le cinquième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.33.1. Le moyen, en sa seconde branche, est pris de la violation des articles 10, 11, 27, 33 et 134 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les parties requérantes font grief au législateur décrétoal de prévoir que le Gouvernement doit faire figurer dans le cahier des charges des éco-organismes des dispositions relatives à la limitation des provisions constituées à partir de ces cotisations à maximum dix-huit mois d'activité, alors que la constitution de provisions pour risques et charges est imposée aux associations sans but lucratif par l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, par l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines ASBL, ASBL internationales et fondations et par les articles 50 à 55 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés. La disposition attaquée emporterait dès lors une violation de la compétence de l'autorité fédérale pour adopter les règles s'appliquant aux associations sans but lucratif et une différence de traitement injustifiée entre les éco-organismes, soumis à cette limitation de leur provision, et toutes les autres ASBL ne subissant pas une telle limitation.

B.33.2. L'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée indique que le législateur décrétoal entendait atteindre un « objectif de limitation » du montant des réserves et provisions des éco-organismes constituées avec les cotisations, « afin de rencontrer la recommandation de la Cour des comptes dans son 26^{ème} cahier » qui avait constaté des réserves estimées trop importantes dans la comptabilité de plusieurs des organismes assumant l'obligation de reprise des producteurs (*ibid.*, p. 32). Parmi les différentes mesures complémentaires envisagées pour atteindre cet objectif, « un plafond pour les réserves et provisions constituées avec les cotisations des consommateurs est fixé, correspondant à 18 mois d'activités. » Le législateur décrétoal a considéré que « ce plafond paraît raisonnable pour permettre d'anticiper d'éventuelles modifications liées par exemple à des variations importantes dans le prix de la vente des produits concernés ou dans les coûts de gestion des déchets » (*ibid.*).

B.34. Contrairement à ce que soutient le Gouvernement wallon, le moyen, en cette branche, n'est pas irrecevable pour défaut d'intérêt légitime dans le chef des parties requérantes. Celles-ci ont intérêt à poursuivre l'annulation d'une disposition imposant des obligations comptables et limitant les possibilités des éco-organismes de constituer des provisions. Leur intérêt ne devient pas illégitime au motif qu'elles viseraient, par l'annulation, à maintenir une situation qui serait « entachée d'illégalité », la disposition attaquée ayant pour objectif de mettre fin à la possibilité « d'enrichissement injustifié et totalement disproportionné » des éco-organismes percevant des cotisations dont le montant dépasserait largement les coûts de collecte et de gestion et de gestion et recyclage des déchets.

B.35. La Cour examine d'abord le moyen, en cette branche, en ce qu'il est pris de la violation des règles répartitrices de compétences entre l'Etat fédéral et les régions.

B.36.1. En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 « relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations » et des articles 50 à 55 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 « portant exécution du Code des sociétés », les associations sans but lucratif dont la taille dépasse un certain seuil sont tenues de constituer des provisions pour risques et charges. Ces provisions « ont pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant » (article 50 de l'arrêté royal précité du 30 janvier 2001) et doivent « répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi » (article 51 du même arrêté royal). Elles doivent être « individualisées en fonction des risques et charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir » (article 52 du même arrêté royal). En vertu de l'article 54 du même arrêté royal, les ASBL doivent constituer des provisions pour couvrir notamment « les engagements incombant à la société en matière de pensions de retraite et de survie, de chômage avec complément d'entreprise et d'autres pensions ou rentes similaires; les charges de grosses réparations et de gros entretien; les risques de pertes ou de charges découlant pour la société de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes ou d'engagements de tiers, d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisations, de l'exécution de commandes passées ou reçues, de positions et marchés à terme en devises ou de positions et marchés à terme en marchandises, de garanties techniques attachées aux ventes et prestations déjà effectuées par la société, de litiges en cours; les charges découlant d'une obligation environnementale ». Enfin, en vertu de l'article 55 du même arrêté royal, « les provisions pour risques et charges ne peuvent être maintenues dans la mesure où elles excèdent en fin d'exercice une appréciation actuelle, selon les critères prévus à l'article 51, des charges et risques en considération desquels elles ont été constituées ».

B.36.2. En imposant au Gouvernement de prendre une mesure visant à limiter à une somme déterminée le montant des provisions qui peuvent être constituées par les éco-organismes, le législateur décrétoal adopte une règle qui interfère directement dans les obligations comptables imposées aux associations sans but lucratif par les dispositions précitées et empiète en conséquence sur la compétence de l'autorité fédérale en matière de règles comptables s'appliquant à ces associations.

B.36.3. Par ailleurs, la mesure attaquée ne saurait être jugée nécessaire à l'exercice par le législateur régional de sa compétence en matière de gestion des déchets. S'il peut être admis que le législateur décrétoal cherche à encadrer la gestion des éco-organismes à qui est confiée une part de la responsabilité en cette matière, il n'est pas nécessaire à cette fin qu'il limite pour cela les provisions constituées par ces organismes à un montant déterminé, ce qui pourrait avoir pour effet, dans certaines circonstances, de les empêcher de satisfaire aux obligations comptables qui leur sont imposées par le législateur fédéral compétent en cette matière.

B.37. Le cinquième moyen, en sa seconde branche, est fondé. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 8bis, § 5, alinéa 4, 5^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par la disposition attaquée, les mots « et provisions ».

En ce qui concerne le sixième moyen

B.38.1. Le sixième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 27 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.38.2. Le moyen, en sa première branche, vise l'article 8bis, § 5, alinéa 2, 3°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. Les parties requérantes font grief au législateur décrétoal de créer une discrimination en ce qu'il impose aux éco-organismes de prendre des dispositions pour favoriser les emplois à finalité sociale, ce qui représenterait une limitation de leur liberté d'organiser leur association, alors qu'une telle obligation en matière d'emploi n'est pas imposée aux autres associations sans but lucratif également non subventionnées par les pouvoirs publics.

B.39.1. Le législateur décrétoal peut, dans l'exercice de sa compétence en matière d'emploi, adopter des dispositions ayant pour objectif de favoriser les emplois à finalité sociale. Il est cependant tenu de respecter, dans l'exercice de ses compétences, le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.39.2. La différence de traitement critiquée repose sur le critère de la nature des activités de l'association soumise à l'obligation de prendre des dispositions visant à favoriser les emplois à finalité sociale. Un tel critère est objectif. La Cour doit encore examiner s'il est pertinent au regard de l'objectif poursuivi par la disposition attaquée, à savoir favoriser le développement des emplois à finalité sociale.

B.40.1. Les éco-organismes sont des associations sans but lucratif qui, si elles ne sont pas subventionnées par les pouvoirs publics, sont néanmoins chargées par ceux-ci de l'accomplissement d'une mission d'intérêt général et participent de la sorte à la mise en œuvre de la politique du législateur décrétoal en matière de déchets. Elles se trouvent, pour cette raison, dans un rapport vis-à-vis des pouvoirs publics qui diffère de celui dans lequel se trouvent les autres associations sans but lucratif ayant des objets divers.

B.40.2. Le législateur décrétoal, qui entend mener une politique efficace en matière d'emploi, a pu juger nécessaire de s'appuyer, à cette fin, sur des employeurs privés avec lesquels l'autorité entretient une relation privilégiée. Il a pu ainsi estimer qu'il était nécessaire que ces employeurs assument également une part de la mise en œuvre d'une politique efficace en matière de mise à l'emploi des personnes pour lesquelles l'accès au marché du travail est souvent difficile.

B.40.3. Pour le surplus, la disposition attaquée, qui ne met à charge des éco-organismes qu'une obligation de moyens et ne leur impose d'atteindre aucun résultat précis en matière d'emploi à finalité sociale, n'a pas de conséquences disproportionnées pour ces organismes.

B.41. Le sixième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.42.1. Le moyen, en sa seconde branche, vise l'article 8bis, § 5, alinéa 1^{er}, 4° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. Les parties requérantes font grief au législateur décrétoal de créer une discrimination en ce qu'il impose aux éco-organismes de disposer d'un siège d'activités ou d'un point de contact en Région wallonne, ce qui représenterait une limitation de leur liberté d'organiser leur association, alors qu'une telle obligation n'est pas imposée aux autres associations sans but lucratif également non subventionnées par les pouvoirs publics.

B.42.2. D'après l'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée, « afin de faciliter les relations avec l'autorité et les différentes parties prenantes situées en Wallonie, un point de contact en Wallonie est au minimum requis » (*ibid.*, p. 31).

B.43.1. La différence de traitement critiquée repose sur le critère de la nature des activités de l'association soumise à l'obligation de disposer d'un siège d'activités ou d'un point de contact sur le territoire de la Région wallonne. Un tel critère est objectif. La Cour doit encore examiner s'il est pertinent au regard de l'objectif poursuivi par la disposition attaquée.

B.43.2. La disposition attaquée n'oblige pas les éco-organismes à établir leur siège social sur le territoire de la Région wallonne mais leur impose au minimum un point de contact, voire un siège d'activités sur ce territoire. Les éco-organismes sont soumis à un certain nombre d'obligations prévues par l'article 8bis qui requièrent un dialogue constant avec les autorités wallonnes, de même que la production régulière de documents et un certain nombre de vérifications et de contrôles. Il n'est dès lors pas sans justification raisonnable d'imposer aux éco-organismes l'obligation de disposer d'un siège d'activités ou d'un point de contact en Région wallonne afin de faciliter les différents contacts avec les autorités wallonnes. Cette obligation n'entraîne pas, par ailleurs, d'effets disproportionnés pour les éco-organismes eu égard au type de localisation souhaitée, à savoir un point de contact ou un siège d'activités.

B.44. Le sixième moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le septième moyen

B.45.1. Le septième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Il vise l'article 8bis, § 2, dernier alinéa, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par la disposition attaquée. Les parties requérantes font grief au législateur décrétoal d'avoir prévu que le rapportage des données relatives aux flux de déchets est fait gratuitement lorsqu'il l'est directement à l'autorité compétente, alors que la même opération de rapportage ne doit pas être gratuite lorsqu'elle a pour destinataire le producteur ou son mandataire, à savoir un éco-organisme. La disposition attaquée créerait ainsi une différence de traitement injustifiée entre, d'une part, les producteurs et éco-organismes qui sont tenus de rémunérer le rapporteur et, d'autre part, l'autorité compétente qui bénéficie du rapportage des données sans devoir rémunérer le rapporteur.

B.45.2. L'exposé des motifs de la disposition attaquée indique :

« Enfin, l'obligation de reprise emporte l'obligation de rapporter différentes informations par le producteur. Le suivi des flux et le calcul de l'atteinte des taux de collecte et de traitement [requièrent] également des données réparties sur la chaîne de commercialisation et de gestion des déchets. Tout opérateur actif dans la chaîne de gestion de déchets soumis à l'obligation de reprise est tenu de rapporter les données nécessaires, selon le cas à l'administration, au producteur ou à l'éco-organisme. Le Gouvernement précisera les modalités, en fonction des particularités de chaque flux, et tenant compte des obligations introduites par les directives européennes spécifiques telles que, en particulier, la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux DEEE, et la directive 2013/56/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs » (*ibid.*, p. 30).

B.46. Les opérations de recherche et d'analyse nécessaires à l'établissement de rapports fiables et utiles, aussi bien pour les producteurs et les éco-organismes que pour l'administration compétente, peuvent être complexes et entraîner des coûts pour l'opérateur sur lequel repose la charge du rapportage.

Compte tenu de la circonstance que les producteurs et leurs mandataires, éco-organismes, d'une part, et l'administration, d'autre part, se trouvent, au regard de la gestion des flux de déchets et des données y relatives, dans des situations essentiellement différentes, le législateur décrétoal n'était pas tenu d'étendre la gratuité qu'il impose lorsque le destinataire des rapports est l'administration à toutes les opérations de rapportage lorsque celles-ci sont destinées aux acteurs de la responsabilité élargie des producteurs.

B.47. Par ailleurs, la non-gratuité du rapportage lorsqu'il est destiné aux producteurs et aux éco-organismes n'a pas pour ces acteurs de conséquences disproportionnées dès lors que ces coûts peuvent être considérés comme faisant partie du coût global de traitement des déchets concernés par la responsabilité élargie des producteurs.

B.48. Le septième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule :

- l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, en ce qu'il insère dans le décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

- la même disposition, en ce qu'elle insère dans le même décret l'article 8bis, § 5, alinéa 4, 5^o, mais uniquement en ce que cette disposition contient les mots « et provisions »;

2. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 22 mars 2018.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/201570]

Uittreksel uit arrest nr. 37/2018 van 22 maart 2018

Rolnummer 6581

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning, ingesteld door de vzw « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 januari 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 5 januari 2017, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 2016) door de vzw « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », de vzw « Recupel Audio - Video », de vzw « Recupel SDA », de vzw « Recupel ICT », de vzw « Recupel E.T. & Garden », de vzw « LightRec », de vzw « MeLarec », de vzw « Recupel », de vzw « Bebat », de vzw « Recytyre », de vzw « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », de vzw « Agoria », de vzw « Traxio », de nv « Miele », de nv « Electrolux Belgium » en de nv « BSH Home Appliances », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Lagasse, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning. Dat artikel vervangt de paragrafen 1 tot 6 van artikel 8bis van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen door de volgende bepalingen :

« § 1. De Regering kan de in artikel 2, 20° [lees : 20°bis], bedoelde personen die goederen, producten of grondstoffen op de markt brengen in Wallonië, aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderwerpen.

De uitgebreide producentenverantwoordelijkheid neemt de vorm van een overnameplicht, van een rapportageplicht of van een deelnameplicht aan.

De Regering bepaalt de gemeenschappelijke algemene regels en de specifieke regels per goederen- en afvalstroom die toepasselijk zijn op de producenten en, desgevallend, op de interveniënten in de keten van de commercialisering en het beheer van de afvalstromen ten einde preventie en hergebruik te ontwikkelen en een hoog niveau van selectieve inzameling en nuttige toepassing van de afval te bereiken.

Er kan een onderscheid gemaakt worden naargelang het gaat om huishoudafval of om beroepsafval.

De Regering richt om de twee jaar een rapport van de Administratie aan het Parlement over de uitvoering van de bepalingen genomen ter uitvoering van dit artikel.

§ 2. Met inachtneming van de rangorde bedoeld in artikel 1, § 2, houdt de terugnameplicht voor de producent in dat hij :

1° kwantitatieve en kwalitatieve afvalpreventie ontwikkelt;

2° hergebruik waarborgt of versterkt;

3° collectieve inzameling, recycling en elke andere nuttige toepassing of aangepast beheer van goederen of afval waarborgt of organiseert ten einde de door de Regering bepaalde doelstellingen te halen;

4° de informatie- en sensibiliseringsacties voert die nodig zijn om de doelstellingen te halen;

5° de kosten draagt van de acties bedoeld onder de punten 1° tot 4°, met inbegrip van de veiligheidsmaatregelen tegen diefstal, de financiële controles, de analyses en inspecties;

6° alsook, desgevallend, de overige interveniënten in de commercialiseringsketen, deelneemt en bijdraagt aan het gewestelijk beleid ter bestrijding van de inciviteiten inzake afval en openbare reinheid, wat betreft de goederen, producten, stoffen en afvalstoffen waarop ze betrekking hebben;

7° de gegevens betreffende de op de markt gebrachte goederen, producten en stoffen in verband brengt met de ingezamelde en behandelde stromen en de acties gevoerd ter uitvoering van de terugnameplicht.

Wat huishoudafval betreft, omvatten de kosten bedoeld in het eerste lid, 6°, de reële en volledige kostprijs van het afvalbeheer georganiseerd in samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen. De Regering kan de criteria en bema's inzake de compensatie van de door hen gemaakte kosten vastleggen. Als de afval voortgebracht wordt door andere gebruikers dan de gezinnen, kunnen andere financieringsmethodes voorzien worden in het kader van overeenkomsten tussen de producenten en die gebruikers, met inachtneming van het toepasselijke Europese recht.

De Regering bepaalt de ter uitvoering van het eerste lid, 7°, te verstrekken gegevens alsook de wijze waarop de registers van die gegevens bijgehouden worden.

Elke operator actief in de keten van het beheer van de aan de terugnameplicht onderworpen afvalstromen is ertoe gehouden de gegevens m.b.t. die stromen mee te delen, hetzij gratis en rechtstreeks aan de bevoegde autoriteit, hetzij aan de producent of aan diens gevolmachtigde, het eco-organisme, in geval van overeenkomst met hem.

§ 3. Elke producent onderworpen aan de terugnameplicht is gehouden tot de uitwerking en de uitvoering van een preventieplan dat eerst aan de Administratie moet worden voorgelegd. Hij kan :

1° hetzij een individueel preventieplan uitwerken en uitvoeren;

2° hetzij de uitwerking en de uitvoering van een preventieplan per economische activiteitensector toevertrouwen aan een derde persoon die zijn plaats inneemt.

Het preventieplan bevat de reeds genomen maatregelen, de in uitvoering zijnde maatregelen, de becijferde doestellingen en de vooropgestelde maatregelen inzake kwantitatieve en kwalitatieve preventie, voor een periode van vijf jaar.

Elk plan wordt door de administratie beoordeeld, goedgekeurd of verworpen binnen de termijnen en volgens de procedure die de Regering bepaalt, rekening houdend met de doestellingen van het Waals afvalplan of met het gewestelijk afvalpreventieprogramma.

De Regering kan, voor de afzet op de Waalse markt van goederen of voor afvalproductie, een minimale drempel vastleggen vanaf welke de oplegging van een preventieplan toepasselijk is.

§ 4. Onverminderd paragraaf 3, kan de aan de terugnameplicht onderworpen producent om zijn terugnameplicht na te komen :

1° hetzij, via een individueel beheersplan, een individueel systeem inzake verwijdering, inzameling en verwerking, inclusief hergebruik, tot stand brengen;

2° hetzij de nakoming van zijn plicht toevertrouwen aan een eco-organisme waarbij hij zich aansluit en dat bevoegd is om een collectief systeem tot stand te brengen in het kader van een vergunning of van een milieu-overeenkomst aangenomen krachtens het Milieuwetboek.

De Regering bepaalt de eisen betreffende de inhoud van het individuele plan, de procedure voor de indiening en goedkeuring ervan en de geldigheidsduur ervan (hoogstens vijf jaar).

Zij bepaalt de voorwaarden die de eco-organismen en de collectieve systemen moeten vervullen, de procedure voor de toekenning en de hernieuwing van de vergunningen en de geldigheidsduur ervan (hoogstens vijf jaar). Zij voorziet in bepalingen voor de regeling van geschillen die tussen de partijen ontstaan.

§ 5. De personen die voldoen aan de door de Regering gestelde eisen, kunnen toestemming krijgen om een collectief systeem tot stand te brengen, rekening houdend met de volgende voorwaarden :

1° wettelijk opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk;

2° de tenlasteneming, voor rekening van hun contractanten, van de terugnameplicht als enig statutair doel hebben;

3° over voldoende middelen beschikken om de terugnameplicht na te komen;

4° over een bedrijfszetel of een contactpunt beschikken in Wallonië;

5° het gebruik van de nationale talen in acht nemen in al hun betrekkingen met de Administratie, de betrokken personen en ondernemingen gevestigd in Wallonië;

6° het gezamenlijke Waalse grondgebied bestrijken.

Het eco-organisme is ertoe gehouden :

1° voor het geheel van de producenten die een overeenkomst met hem gesloten hebben, de doestellingen inzake inzameling, hergebruik, recycling en nuttige toepassing van goederen en afval binnen de voorgeschreven termijnen te halen en de desbetreffende gegevens aan de Administratie over te leggen;

2° gelijke en niet-discriminerende voorwaarden inzake toetreding en tenlasteneming van de terugnameplicht toepassen op elke producent die deelneemt aan het collectieve systeem, voor de afvalcategorie die hem betreft;

3° maatregelen nemen om sociaalgerichte werkgelegenheid te bevorderen;

4° zich houden aan het bestek dat door de Regering is vastgelegd overeenkomstig het vierde lid.

Als de terugnameplicht huishoudafval betreft, vervult het eco-organisme een openbare dienstopdracht. De Regering voorziet in de beschikbaarheid en in de toegankelijkheid van de openbare afvalinzamelingscentra opdat de gebruikers en, desgevallend, de detailhandelaars de aan terugnameplicht onderworpen afval gratis kunnen inleveren. Naast de voorwaarden en plichten vermeld in de voorafgaande bepalingen is het eco-organisme ertoe gehouden :

1° het Waalse grondgebied op homogene wijze te bedienen;

2° een zekerheid te stellen zodat het Gewest de garantie krijgt dat de terugnameplicht nagekomen wordt;

3° de reële en volledige kostprijs van het afvalbeheer dat hij in samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen organiseert, te financieren.

Het bestek van de eco-organismen wordt door de Regering vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek. Het bevat bepalingen m.b.t. de volgende aspecten :

1° de beleidslijnen, de betrekkingen met de autoriteit, de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van de huishoudafval, en de drie betrokken partijen;

2° de juridische en technische voorwaarden waaronder de verwijdering en het beheer van de goederen en de afval worden georganiseerd;

3° de voorwaarden waaronder een organisme al dan niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een filiale, een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen;

4° de informatieverplichtingen jegens de bevoegde autoriteit, de gebruikers en de houders, met name de wijze waarop de informatie verstrekt moet worden of beschikbaar moet zijn;

5° de financiering van de plicht, de doorzichtigheid van de kosten, de berekening van de bijdragen die rechtstreeks of onrechtstreeks door de verbruiker worden gedragen, de beperking van de reserves en voorschotten aangelegd vanaf die bijdragen tot maximum achttien maanden activiteit, behoudens afwijkingen, en de in acht te nemen modaliteiten in geval van overschrijding.

De metingen van het collectieve systeem waarvoor al naar gelang de kennisgeving, het advies of de goedkeuring van de administratie vereist zijn, worden door de Regering nader bepaald.

§ 6. De terugnameplicht en de deelnameplicht zijn van toepassing op de door de Regering aangewezen specifieke afval die geheel of gedeeltelijk en door om het even welk middel door de publiekrechtelijke rechtspersonen worden ingezameld of opgehaald en al dan niet met huishoudafval worden vermengd.

De rapportageplicht omvat informatieverstrekking aan de Administratie wat betreft, enerzijds, de op de markt gebrachte goederen, producten of stoffen en, anderzijds, de maatregelen inzake hergebruik en preventie alsook die inzake informatieverstrekking aan en sensibilisering van de gebruikers die genomen worden om de milieudoelstellingen te halen.

De deelnameplicht is van toepassing op de afvalstromen waarvoor een ketentekort of een probleem inzake openbare reinheid bestaat, of waarvoor kanalen voor hergebruik of nuttige toepassing tot stand gebracht moeten worden. Naast de rapportageplicht houdt ze in dat de producenten en, desgevallend, andere interveniënten deelnemen aan de commercialiseringsketen, aan het gewestelijk beleid inzake afvalpreventie en -beheer, inclusief de openbare reinheid.

Ze vraagt een forfaitaire bijdrage in de preventie-, inzamelings- en behandelingskosten die door de publiekrechtelijke rechtspersonen worden gedragen, ook wanneer de afval niet het voorwerp is van een selectieve inzameling of wanneer de sortering economisch overmatige kosten met zich mee zou brengen. De acties inzake handhaving en herstel van de openbare reinheid m.b.t. het achterlaten van afval worden meegerekend in die kosten.

Elke persoon onderworpen aan de rapportageplicht of aan de deelnameplicht kan de nakoming van zijn plicht per economische activiteitensector toevertrouwen aan een derde persoon die zijn plaats inneemt ».

Krachtens artikel 112 van het bestreden decreet treedt die bepaling in werking op een door de Waalse Regering te bepalen datum.

B.1.2. Met het bestreden decreet wilde de wetgever onder meer de regeling van de terugnameplicht opnemen « in het ruimere concept van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in de zin van artikel 8 van de richtlijn 2008/98/EG van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2015-2016, nr. 484/1, p. 7).

De responsabilisering van de producenten :

« omvat drie verschillende mechanismen :

- Een terugnameplicht, wanneer de afvalstroom een terugname rechtvaardigt (autowrakken, AEEA, batterijen en accu's, enz.);

- Een rapportageplicht, wanneer de stroom van huishoudelijk afval reeds selectief wordt ingezameld op initiatief van de overheidssector, geen ketentekort vertoont maar, wegens de kenmerken ervan, een minimale rapportage rechtvaardigt om het inzamelings- en verwerkingspercentage te kunnen beoordelen, en de maatregelen die de producenten hebben genomen in termen van preventie en sensibilisering van de consument (olie en frituurvet bijv.);

- Een verplichting tot deelname aan het gewestelijk beleid inzake preventie en beheer van afval, met inbegrip van de openbare netheid, wanneer de afvalstroom wordt beheerd door de overheidssector maar een ketentekort (negatieve afvalwaarde) vertoont, een probleem van openbare netheid veroorzaakt of om de ontwikkeling van circuits voor hergebruik en nuttige toepassing te stimuleren. Om praktische redenen is de deelname forfaitair. Zij zal, naar gelang van de aard ervan, moeten worden bepaald door het Parlement (fiscale bepaling), de Regering of in het kader van een overeenkomst » (*ibid.*).

B.1.3. De plicht tot terugname van afval dat eraan onderworpen is, namelijk onder meer afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) en afgedankte batterijen en accu's, geldt voor de producenten van die producten. Om hun terugnameplicht na te komen kunnen producenten kiezen tussen een individueel systeem en een collectief systeem, via instellingen die door het bestreden decreet worden aangeduid met de term « eco-organismen ».

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2. Aangezien niet wordt betwist dat de eerste tien en de laatste drie verzoekende partijen er belang bij hebben de vernietiging van de bestreden bepaling te vorderen, dient de exceptie van onontvankelijkheid van het beroep die is afgeleid uit de ontstentenis van belang van de elfde tot dertiende verzoekende partij niet te worden onderzocht.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

B.3.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 143, § 1, van de Grondwet, van de artikelen 5, 39 en 134 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2 en 19, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre die bepalingen een beginsel van exclusieve bevoegdheidsverdeling vastleggen, en van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in samenhang gelezen met de artikelen 3, onder 12, van de richtlijn 2006/66/EG van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's, en 3, lid 1, onder f), van de richtlijn 2012/19/EU van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, in zoverre zij het beginsel van het vrije verkeer van diensten waarborgen.

B.3.2. De verzoekende partijen zijn van mening dat de door hen aangevoerde bepalingen door de bestreden bepaling worden geschonden doordat de decreetgever volgens hen niet vermocht, enerzijds, « de producent die onderworpen is aan de plicht tot terugname van afval » te definiëren (eerste onderdeel, betreffende artikel 8bis, § 1, van het decreet van 27 juni 1996) en, anderzijds, de Waalse Regering toe te staan om het bestek van de eco-organismen waarbij producenten zich kunnen aansluiten vast te leggen (tweede onderdeel, betreffende artikel 8bis, § 5, vierde lid, van het decreet van 27 juni 1996), zonder vooraf, met de twee andere gewesten, een samenwerkingsakkoord over die twee punten te hebben gesloten.

B.4. Artikel 143, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« Met het oog op het vermijden van de belangenconflicten nemen de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden, de federale loyauteit in acht ».

De inachtneming van de federale loyauteit veronderstelt dat, wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, de federale overheid en de deelentiteiten het evenwicht van de federale constructie in haar geheel niet verstoren. De federale loyauteit betreft meer dan de loutere uitoefening van bevoegdheden : zij geeft aan in welke geest dat moet geschieden.

Het beginsel van de federale loyauteit verplicht elke wetgever erover te waken dat de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid de uitoefening, door de andere wetgevers, van hun bevoegdheden niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt.

B.5. De artikelen 5, 39 en 134 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2 en 19, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hebben een exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling tot stand gebracht. Een zodanig stelsel veronderstelt dat het onderwerp van iedere regeling die een gewestwetgever uitvaardigt, moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding of situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld.

B.6.1. Artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de gewesten hun bevoegdheden uitoefenen « met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen ».

B.6.2. Artikel 3, onder 12, van de voormelde richtlijn 2006/66/EG definieert een « producent » als

« persoon in een lidstaat die, ongeacht de gebruikte verkooptechniek, met inbegrip van de techniek voor communicatie op afstand overeenkomstig Richtlijn 97/7/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 1997 betreffende de bescherming van de consument bij op afstand gesloten overeenkomsten, batterijen of accu's, met inbegrip van die welke in apparaten of voertuigen zijn ingebouwd, beroepsmatig voor het eerst op het grondgebied van die lidstaat op de markt brengt ».

B.6.3. Artikel 3, lid 1, onder f), van de voormelde richtlijn 2012/19/EU definieert een « producent » als

« elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de verkooptechniek, met inbegrip van communicatie op afstand in de zin van Richtlijn 97/7/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 1997 betreffende de bescherming van de consument bij op afstand gesloten overeenkomsten :

i) is gevestigd in een lidstaat en onder zijn eigen naam of merk EEA vervaardigt, of EEA laat ontwerpen of vervaardigen die hij onder zijn naam of merk op het grondgebied van die lidstaat verhandelt,

ii) is gevestigd in een lidstaat en op het grondgebied van die lidstaat onder zijn eigen naam of handelsmerk apparatuur wederverkoopt die door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als ' producent ' aangemerkt wanneer het merkteken van de producent zoals bepaald in punt i) op het apparaat zichtbaar is,

iii) is gevestigd in een lidstaat en in die lidstaat beroepsmatig EEA uit een derde land of een andere lidstaat in de handel brengt, of

iv) via verkoop op afstand EEA rechtstreeks verkoopt aan particuliere huishoudens of aan andere gebruikers dan particuliere huishoudens in een lidstaat, en is gevestigd in een andere lidstaat of in een derde land.

Diegene die uitsluitend voorziet in financiering op grond van of in het kader van een financieringsovereenkomst wordt niet als ' producent ' aangemerkt, tenzij hij tevens optreedt als producent in de zin van het bepaalde onder de punten i) tot en met iv); ».

B.7.1. Op grond van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen kunnen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven. Daarnaast beschikken ze over andere instrumenten om hun samenwerking gestalte te geven.

B.7.2. In de regel houdt de afwezigheid van samenwerking in een aangelegenheid waarvoor de bijzondere wetgever daartoe niet in een verplichting voorziet, geen schending in van de bevoegdheidsverdelende regels.

B.8. In tegenstelling tot hetgeen de Waalse Regering aanvoert, maakt de omstandigheid dat de door de bestreden bepaling gebruikte definitie van het begrip « producent » zich situeert in artikel 2, 20^obis, dat een vroegere bepaling is van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, en niet in de bestreden bepaling, het eerste onderdeel van het eerste middel niet onontvankelijk. De grief van de verzoekende partijen betreft immers niet, als zodanig, de bewoordingen van de definitie, maar het feit dat de decreetgever voor die definitie van het begrip « producent » heeft gekozen om het toepassingsgebied van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid af te bakenen, wat het onderwerp van de bestreden bepaling vormt.

B.9.1. Uit de combinatie van de bestreden bepaling met artikel 2, 20^obis, van het decreet van 27 juni 1996 volgt dat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die bij het bestreden decreet is ingevoerd, geldt voor « elke natuurlijke of rechtspersoon die een product al dan niet onder zijn eigen merk vervaardigt of invoert en het hetzij voor eigen gebruik binnen zijn industriële of handelsinrichtingen bestemt, hetzij op de Waalse markt brengt, ongeacht de aangewende techniek van verkoop, al dan niet op afstand » en voor elke « natuurlijke of rechtspersoon die producten doorverkoopst die door andere leveranciers onder zijn eigen merk zijn vervaardigd », vanaf het ogenblik dat zij goederen, producten of grondstoffen op de Waalse markt brengen.

B.9.2. Handelend in het kader van de bevoegdheid inzake afvalstoffen die hem is toegewezen bij artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is de decreetgever bevoegd om de omzetting te verzekeren van de voormelde Europese richtlijnen betreffende het beheer van bepaalde afvalstromen waarvoor een terugnameplicht bestaat die ten laste van de producenten moet worden gelegd. Het komt hem toe, in dat kader, nauwkeurig te bepalen welke aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen personen moeten worden beschouwd als verantwoordelijk voor de terugname van de betrokken afvalstoffen.

B.10.1. Artikel 10 van de voormelde richtlijn 2006/66/EG en artikel 7, lid 1, van de voormelde richtlijn 2012/19/EU stellen elk doelstellingen vast die jaarlijks door de lidstaten moeten worden bereikt in termen van percentage van, respectievelijk, afgedankte batterijen en accu's en afgedankte elektrische en elektronische apparatuur die moeten worden ingezameld in verhouding tot het aantal overeenstemmende producten die in elke lidstaat op de markt zijn gebracht.

B.10.2. Rekening houdend met het feit dat er voor de beoogde producten geen gewestelijke submarkten zijn, dat de door de Europese richtlijnen opgelegde inzamelingspercentages op het gehele Belgische grondgebied moeten worden bereikt en dat de terugnameplicht voor alle producenten moet gelden, lijkt het onvermijdelijk dat de gewesten in overleg definities aannemen van de als producent beschouwde persoon die verantwoordelijk is voor de inzameling en de verwerking van alle elektrische of elektronische apparatuur en van elke batterij of accu die hij op de Belgische markt brengt, zodat de verplichtingen inzake afval dat onderworpen is aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, ten laste worden genomen door één persoon die is aangewezen als de verantwoordelijke producent ervan. Dat geldt des te meer omdat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid ook een financiële verplichting kan inhouden, in de vorm van bijdragen die worden betaald aan het eco-organisme waarbij de producent zich heeft aangesloten. Aangezien, onder voorbehoud van hetgeen hierna zal worden onderzocht, de gewesten bevoegd zijn om bepalingen aan te nemen voor onder meer de financiering van de plicht van de producenten en de berekening van de bijdragen die worden betaald aan de eco-organismen welke die verplichting moeten nakomen, is het aangewezen dat elke situatie die valt onder de decreetgeving op de afvalstoffen die aan een terugnameplicht onderworpen zijn, door één enkele gewestwetgever wordt geregeld, wat impliceert dat de criteria voor de afbakening van de territoriale bevoegdheid van ieder van hen onderling coherent moeten zijn.

B.10.3. De aanneming door de decreetgever van het Waalse Gewest, zonder voorafgaand overleg met de wetgevers van de andere gewesten, van een definitie van het begrip « producent die onderworpen is aan de uitgebreide verantwoordelijkheid », in zoverre zij de Belgische Staat mogelijkwijs belemmert om de doelstellingen te bereiken die hem door de Europese Unie worden opgelegd, schendt het beginsel van federale loyaliteit dat is gewaarborgd bij artikel 143, § 1, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de in het middel aangevoerde bepalingen.

B.11. Het eerste onderdeel van het eerste middel is gegrond. Artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning dient te worden vernietigd in zoverre het, in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel *8bis*, § 1, eerste lid, invoegt.

B.12. Het tweede onderdeel van het eerste middel beoogt artikel *8bis*, § 5, vierde lid, van het voormelde decreet van 27 juni 1996, dat werd ingevoegd bij de bestreden bepaling en, meer bepaald, de aan de Waalse Regering verleende machtiging om het bestek van de eco-organismen waarbij de producenten zich kunnen aansluiten vast te leggen zonder vooraf, dienaangaande, een samenwerkingsakkoord te hebben gesloten met de twee andere gewesten. Krachtens de bestreden bepaling bevat het bestek onder meer bepalingen over de « beleidslijnen » van het organisme, bepalingen over de voorwaarden waaronder zij, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een filiaal, een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen, bepalingen die de financiering van de plicht en de berekening van de bijdragen regelen en die de reserves en voorzieningen aangelegd met die bijdragen beperken.

B.13.1. Door de Waalse Regering te machtigen om een bestek met de voormelde bepalingen aan te nemen, verhindert de decreetgever de andere gewesten niet hun bevoegdheid in dezelfde aangelegenheid uit te oefenen door, in voorkomend geval, hun uitvoerende macht ook te machtigen om een bestek aan te nemen dat verplicht is voor de eco-organismen die zij op hun grondgebied erkennen. Hij bemoeilijkt evenmin, *a priori*, de uitoefening, door de twee andere gewesten, van die bevoegdheid.

B.13.2. De omstandigheid dat de eco-organismen die zijn opgericht door de aan de uitgebreide verantwoordelijkheid onderworpen producenten thans actief zijn op het gehele Belgische grondgebied, zodat die eco-organismen aan verschillende erkenningsvoorwaarden zouden kunnen worden onderworpen naar gelang van het gewest, verhindert de decreetgever niet de Waalse Regering te belasten met het aannemen van een bestek betreffende de in de bestreden bepaling opgesomde bepalingen en verplicht hem niet om vooraf een samenwerkingsakkoord te sluiten met de andere gewesten teneinde een gemeenschappelijk bestek vast te leggen.

B.13.3. Het tweede onderdeel van het eerste middel is niet gegrond.

Wat het tweede middel betreft

B.14.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 27 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in samenhang gelezen met de artikelen 5, lid 2, onder *d*), en 8, lid 3, van de voormelde richtlijn 2012/19/EU en met artikel 12 van de voormelde richtlijn 2006/66/EG. Het beoogt artikel *8bis*, § 5, eerste lid, 2^o, tweede lid, 4^o, en vierde lid, 1^o tot 5^o, van het decreet van 27 juni 1996.

De verzoekende partijen verwijten de decreetgever, enerzijds, de eco-organismen te verplichten om als enig statutair doel de tenlasteneming, voor rekening van hun contractanten, van de terugnameplicht te hebben en, anderzijds, te hebben toegestaan dat de organisatie en de werking van de eco-organismen volledig worden bepaald door het bestek dat door de Regering dient te worden aangenomen, hetgeen een schending van de vrijheid van vereniging en van de vrijheid van handel en nijverheid met zich zou meebrengen.

B.14.2. Artikel 27 van de Grondwet bepaalt :

« De Belgen hebben het recht van vereniging; dit recht kan niet aan enige preventieve maatregel worden onderworpen ».

De vrijheid van vereniging waarin die bepaling voorziet, heeft tot doel de oprichting van private verenigingen en de deelname aan hun activiteiten te waarborgen. Zij impliceert het recht om zich te verenigen en de interne organisatie van de vereniging vrij te bepalen, maar ook het recht om zich niet te verenigen.

B.14.3. Artikel 12 van de voormelde richtlijn 2006/66/EG verplicht de lidstaten onder meer om ervoor te zorgen dat de producenten of derden die hun plicht op zich nemen « , met gebruikmaking van de beste beschikbare technieken voor de bescherming van de gezondheid en het milieu, systemen opzetten voor de verwerking en recycling van afgedankte batterijen en accu's ». Krachtens artikel 5, lid 2, onder *d*), van de voormelde richtlijn 2012/19/EU, dragen de lidstaten er zorg voor dat « het de producenten toegestaan is [...] individuele en/of collectieve terugnamesystemen voor AEEA uit particuliere huishoudens in te voeren en te exploiteren ». Met toepassing van artikel 8, lid 3, van dezelfde richtlijn, dragen zij er zorg voor dat de producenten of in hun naam handelende derden « systemen invoeren voor de nuttige toepassing van AEEA met gebruikmaking van de beste beschikbare technieken ».

B.15.1. Personen die aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen zijn voor bepaalde afvalstromen, meer bepaald voor afgedankte batterijen en accu's en voor afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, aanvaarden een terugnameplicht voor het afval waarvoor zij verantwoordelijk zijn, waarvan de inhoud is beschreven in artikel *8bis*, § 2, van het decreet van 27 juni 1996. Die terugnameplicht maakt deel uit van de uitvoering van het door het Gewest gevoerde milieubeleid, wat uitdrukkelijk wordt bevestigd door het feit dat zij wordt vervuld « teneinde de door de Regering bepaalde doelstellingen te halen » in termen van ophaling, collectieve inzameling, recycling en nuttige toepassing van het afval (artikel *8bis*, § 2, 3^o).

B.15.2. Aangezien de terugnameplicht, krachtens artikel *8bis*, § 4, van het decreet van 27 juni 1996, individueel of collectief kan worden vervuld, zijn de producenten niet verplicht zich te verenigen om te voldoen aan de vereisten van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

B.15.3. Rekening houdend met de door de producenten vervulde opdracht van algemeen belang wanneer zij de terugnameplicht op zich nemen, is het niet ongerechtvaardigd dat de decreetgever een kader biedt voor hun werking, hetzij door te bepalen dat de Regering de individuele beheersplannen voor het betrokken afval goedkeurt, hetzij door een systeem in te voeren van vergunning die wordt toegekend aan andere instellingen die, voor de producenten, hun terugnameplicht vervullen.

B.15.4. Wanneer zij ervoor kiezen zich te verenigen om die verplichting te vervullen, moeten de producenten, opdat hun vereniging door de autoriteiten zou worden erkend als een instelling die de terugnameplicht van de betrokken producenten naar behoren vervult, daaraan de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk geven en kunnen zij haar geen ander statutair doel toekennen dan de tenlasteneming, voor rekening van de contractanten, van de terugnameplicht.

B.15.5. Aangezien de bestreden bepaling, enerzijds, geen verplichting inhoudt om zich te verenigen en, anderzijds, de producenten die dat zouden wensen niet verhindert om andere verenigingen op te richten waaraan zij andere statutaire doelen toekennen, doet zij geen afbreuk aan de vrijheid van vereniging die is gewaarborgd bij artikel 27 van de Grondwet.

B.16.1. Door de Waalse Regering ermee te belasten een bestek vast te leggen waaraan de eco-organismen zich moeten houden en door te bepalen dat dit bestek bepalingen moet bevatten met betrekking tot de beleidslijnen, de betrekkingen met de autoriteit, met de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van het huishoudelijk afval en met de betrokken partijen, bepalingen met betrekking tot de juridische en technische voorwaarden waaronder de ophaling en het beheer van de goederen en het afval worden georganiseerd, bepalingen met betrekking tot de voorwaarden waaronder een organisme al dan niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een filiaal, een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen, bepalingen met betrekking tot de informatieverplichtingen jegens de bevoegde autoriteit, de gebruikers en de houders, met name de wijze waarop die informatie moet worden verstrekt of beschikbaar moet zijn en, ten slotte, bepalingen met betrekking tot de financiering van de plicht, de transparantie van de kosten, de berekening van de bijdragen die rechtstreeks of onrechtstreeks door de verbruiker worden gedragen en de beperking van de reserves en voorzieningen aangelegd vanaf die bijdragen, stelt de bestreden bepaling grenzen vast, aan de vrijheid van vereniging of aan de vrijheid van handel en nijverheid, die niet zonder redelijke verantwoording zijn.

B.16.2. Het komt de Regering toe, onder controle, in voorkomend geval, van de bevoegde rechter, het bestek aan te nemen, waarbij zij ervoor zorgt dat de voormelde vrijheden niet méér worden beperkt dan noodzakelijk is voor het bereiken van de doelstellingen inzake milieu- en afvalbeleid.

B.17. Op zichzelf beschouwd verhindert de bestreden bepaling de eco-organismen ten slotte niet de beste beschikbare technieken toe te passen om de verwerking, de recycling of de nuttige toepassing van het afval waarvoor een terugnameplicht geldt, te verzekeren. Opnieuw komt het de Regering toe, bij de uitwerking van het bestek, ervoor te zorgen dat de actiemogelijkheden van de eco-organismen niet dermate worden beperkt dat het hen zou beletten om de technieken die zij toepassen mee te laten evolueren met de wetenschappelijke en technische vooruitgang in de sector.

B.18. Het tweede middel is niet gegrond.

Wat het derde middel betreft

B.19.1. Het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, VI, derde lid, vierde lid, 1^o, en vijfde lid, 4^o en 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en van artikel 10 van dezelfde bijzondere wet, beide in samenhang gelezen met artikel 16 van de voormelde richtlijn 2008/98/EG, met artikel 10 van de voormelde richtlijn 2012/19/EU, met artikel 15 van de voormelde richtlijn 2006/66/EG en met de artikelen 11, 12 en 18 van de verordening (EG) nr. 1013/2006 van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen. Het middel is eveneens afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de voormelde bepalingen. Het middel beoogt artikel 8bis, § 5, vierde lid, 2^o, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, dat door de bestreden bepaling is ingevoegd.

B.19.2. In het eerste onderdeel van dat middel verwijten de verzoekende partijen de decreetgever te bepalen dat de Regering de eco-organismen, die niet onderworpen zijn aan de regels inzake overheidsopdrachten, moet verplichten om beginselen in acht te nemen die vergelijkbaar zijn met die welke voortvloeien uit de wetgeving op de overheidsopdrachten, wat erop zou neerkomen dat die organismen aan die wetgeving worden onderworpen en dat bijgevolg het toepassingsgebied ervan wordt uitgebreid. Bovendien zou de decreetgever, zodoende, optreden op het gebied van het mededingingsrecht, het recht inzake de handelspraktijken en het handelsrecht. Ten slotte zou de decreetgever aldus een ongerechtvaardigd verschil in behandeling creëren tussen de eco-organismen en de andere private ondernemingen.

B.19.3. In het tweede onderdeel van dat middel verwijten de verzoekende partijen de decreetgever te bepalen dat de Regering de eco-organismen kan verplichten om te streven naar een beperking van het vervoer van afval wat volume en afstand betreft, wat erop zou neerkomen dat een beginsel van nabijheid wordt bevestigd dat gevolgen heeft voor het vrije verkeer van goederen en diensten binnen de Belgische Staat en tussen de lidstaten van de Europese Unie.

B.19.4. In het derde onderdeel van dat middel verwijten de verzoekende partijen de decreetgever aan de Regering een te algemene delegatie te hebben verleend om op te treden in een aangelegenheid die aan de federale wetgever is voorbehouden, met schending van artikel 10 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.20.1. De in het middel beoogde bepaling voorziet enkel erin dat het bestek van de eco-organismen dat door de Regering moet worden vastgelegd, bepalingen bevat met betrekking tot de « juridische en technische voorwaarden waaronder de verwijdering [lees : ophaling] en het beheer van de goederen en het afval worden georganiseerd ». Op zichzelf beschouwd gelast die bepaling de Regering niet om de federale wetgeving op de overheidsopdrachten toepasselijk te maken op de eco-organismen. Zij bevat evenmin een « beginsel van nabijheid » dat zou gelden voor de eco-organismen bij de ophaling en het beheer van de goederen en het afval.

B.20.2. In de memorie van toelichting wordt, in verband met de bestreden bepaling, aangegeven :

« De juridische en technische voorwaarden waaronder de terugname en het beheer van de goederen en het afval worden uitgevoerd, zullen worden gepreciseerd. Daarbij wordt een optimale milieubescherming nagestreefd. Het gaat er ook om, wanneer een eco-organisme de inzameling en de verwerking zelf organiseert en, in het bijzonder, indien het niet aan de regels inzake overheidsopdrachten is onderworpen, wat geval per geval wordt bepaald, dat de Regering de na te leven essentiële beginselen mag preciseren met het oog op het algemeen belang : transparantie die een adequate bekendmaking impliceert, toegankelijkheid van de documenten in de landstalen, en mededeling van de gemotiveerde gunningsbeslissingen, mededinging, respect voor een gelijke behandeling van de operatoren.

De voorwaarden kunnen eveneens ertoe strekken het vervoer van afval, wat volume en afstand betreft, te beperken met toepassing van het nabijheidsbeginsel, de markten toegankelijk te maken voor kmo's of de ontwikkeling van nieuwe circuits en van innoverende initiatieven te bevorderen » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.21.1. Ook al blijkt uit dat uittreksel van de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling duidelijk dat het de bedoeling van de decreetgever is, zoals de verzoekende partijen aanvoeren, de Regering te machtigen om, geval per geval, te onderzoeken of de eco-organismen die niet aan de wetgeving op de overheidsopdrachten onderworpen zijn, moeten worden verplicht om bepaalde regels na te leven die vergelijkbaar zijn met die welke door die wetgeving zijn uitgevaardigd, toch neemt dat niet weg dat de bepaling zelf geen injunctie of precisering in die zin bevat.

B.21.2. Overigens kan niet worden aangenomen dat de decreetgever de Regering zou hebben gemachtigd om maatregelen te nemen met schending van de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten regelt.

Het komt de Waalse Regering toe om, in voorkomend geval, onder toezicht van de bevoegde rechter, gebruik te maken van de machtiging die haar bij de bestreden bepaling is verleend, op een manier die in overeenstemming is met de regels inzake bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de gewesten.

B.22. Op dezelfde wijze kan, ofschoon het uittreksel van de in B.20.2 geciteerde parlementaire voorbereiding aangeeft dat de decreetgever een nabijheidsbeginsel wilde laten toepassen, daaruit niet worden afgeleid dat hij de Regering zou hebben gemachtigd om de aangelegenheid te reglementeren met schending van de bevoegdheidverdelende regels of van de in het middel aangevoerde Europese richtlijnen en verordening.

B.23. Ten slotte, aangezien de bestreden bepaling op zich geen schending van de bevoegdheidverdelende regels omvat, houdt de delegatie aan de Regering op zich evenmin een dergelijke schending in. Voor het overige houdt een delegatie aan de Regering in een aangelegenheid die niet aan de decreetgever is voorbehouden, op zich geen schending in van de in het middel vermelde normen en beginselen.

B.24. Het derde middel is in geen enkel van de onderdelen gegrond.

Wat het vierde middel betreft

B.25.1. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van artikel 27 van de Grondwet, van artikel 6, § 1, VI, derde lid en vijfde lid, 4^o en 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en van artikel 10 van dezelfde bijzondere wet. Het middel is eveneens afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de voormelde bepalingen. Het middel beoogt artikel 8bis, § 5, vierde lid, 3^o, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, dat door de bestreden bepaling is ingevoegd.

B.25.2. In het eerste onderdeel van dat middel verwijten de verzoekende partijen de decreetgever te bepalen dat de Regering de voorwaarden moet vastleggen waaronder een eco-organisme al dan niet een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen, om de rol van de operatoren te omkaderen en misbruik van machtspositie te voorkomen, terwijl niet zou zijn aangetoond, enerzijds, dat er een risico van machtspositie bestaat noch, anderzijds, in welk opzicht de toepassing van het federale en het Europese mededingingsrecht niet voldoende zou zijn om zich tegen een mogelijk misbruik van machtspositie te wapenen. Aldus zou de decreetgever de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen, van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook de economische unie en de monetaire eenheid niet in acht nemen. Bovendien zou de decreetgever, zodoende, optreden op het gebied van het mededingingsrecht, het recht inzake de handelspraktijken, het handelsrecht en het vennootschapsrecht. Ten slotte zou de decreetgever aldus een ongerechtvaardigd verschil in behandeling creëren tussen de eco-organismen en de andere private ondernemingen.

B.25.3. In het tweede onderdeel van dat middel verwijten de verzoekende partijen de decreetgever aan de Regering een te algemene delegatie te hebben verleend om op te treden in een aan de federale wetgever voorbehouden aangelegenheid, met schending van artikel 10 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.26.1. De in het middel beoogde bepaling voorziet enkel erin dat het bestek van de eco-organismen dat door de Regering moet worden vastgelegd, bepalingen bevat met betrekking tot de « voorwaarden waaronder een organisme al dan niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een filiaal, een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen ». Op zichzelf beschouwd bevat die bepaling geen enkele verwijzing naar een doel van bestrijding van misbruik van machtspositie op het gebied van inzameling, beheer en verwerking van afval, noch maatregelen om zulk een doel te bereiken.

B.26.2. In de memorie van toelichting wordt, in verband met de bestreden bepaling, aangegeven :

« De Regering wordt ertoe gemachtigd om in een kader te voorzien voor de rol van de beheersorganismen als operatoren. De invloed van de collectieve systemen kan aanzienlijk zijn door met name de middelen die hun door het wettelijk en reglementair kader worden toegekend. Hun actie leidt tot een sterke concentratie van de vraag naar inzameling of verwerking van afval, die des te meer uitgesproken is omdat de producenten slechts één instelling per afvalstroom hebben opgericht. De Regering zal, rekening houdend met de bijzondere kenmerken van elke afvalstroom, de omkaderingsvoorwaarden bepalen om, wat het nemen van initiatieven betreft, de fundamentele structurerende en katalyserende rol van de instellingen op de markt te waarborgen, teneinde belangenconflicten en misbruik van machtspositie te voorkomen » (*ibid.*, p. 32).

B.27.1. Ook al blijkt uit dat uittreksel van de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling duidelijk dat het de bedoeling van de decreetgever is, zoals de verzoekende partijen aanvoeren, de Regering te machtigen om te onderzoeken of bepalingen moeten worden genomen om belangenconflicten en misbruik van machtspositie te voorkomen en, bijgevolg, om de omkaderingsvoorwaarden van de eco-organismen te bepalen, toch neemt dat niet weg dat de bepaling zelf geen injunctie of precisering in die zin bevat.

B.27.2. Overigens kan niet worden aangenomen dat de decreetgever de Regering zou hebben gemachtigd om maatregelen te nemen met schending van de grondwetsbepalingen of van de in het middel aangehaalde bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten regelt.

Het komt de Waalse Regering toe, onder toezicht, in voorkomend geval, van de bevoegde rechter, om gebruik te maken van de machtiging die haar bij de bestreden bepaling is verleend, op een manier die in overeenstemming is met de Grondwet en met de regels inzake bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de gewesten.

B.28. Ten slotte, aangezien de bestreden bepaling op zich geen schending van de bevoegdheidverdelende regels omvat, houdt de delegatie aan de Regering, op zich, evenmin een dergelijke schending in. Voor het overige houdt een delegatie aan de Regering in een aangelegenheid die niet aan de decreetgever is voorbehouden, op zich geen schending in van de in het middel vermelde normen en beginselen.

B.29. Het vierde middel is in geen enkel van de onderdelen gegrond.

Wat het vijfde middel betreft

B.30.1. Het vijfde middel beoogt artikel 8bis, § 5, vierde lid, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, dat door de bestreden bepaling is ingevoegd.

B.30.2. Het eerste onderdeel van het middel is afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 16 en 41, lid 2, onder b, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. De verzoekende partijen verwijzen de decreetgever te bepalen dat de Regering, in het bestek van de eco-organismen, bepalingen moet opnemen met betrekking tot de berekening van de bijdragen die rechtstreeks of onrechtstreeks door de verbruiker worden gedragen, hetgeen voor de betrokken producenten van goederen de verplichting zou inhouden om commerciële informatie die tot het door de aangevoerde bepalingen beschermde zakengeheim behoort, mee te delen.

B.31.1. Het is juist dat, indien de bestreden bepaling zou moeten worden begrepen in die zin dat zij de Regering gelast bepalingen aan te nemen die, voor de producenten van goederen waarvoor een terugnameplicht geldt, de verplichting inhouden om de samenstelling van de verkoopprijs van elk van die goederen bekend te maken zodat duidelijk wordt of en in welke mate de verbruiker een gedeelte of het geheel draagt van de bijdrage die de producent betaalt aan het eco-organisme waarmee hij een overeenkomst heeft gesloten, zij tot gevolg zou kunnen hebben dat die producenten worden verplicht informatie vrij te geven die onder hun commercieel beleid valt en die gedekt is door het zakengeheim.

B.31.2. Dat is echter niet de draagwijdte van de bestreden bepaling. Deze somt immers de aspecten op die het voorwerp moeten uitmaken van bepalingen die zijn opgenomen in het bestek van de eco-organismen. Zij vermag dus enkel verplichtingen op te leggen aan de eco-organismen, en niet aan de producenten die met hen een overeenkomst sluiten. De bestreden bepaling dient derhalve in die zin te worden begrepen dat zij de Waalse Regering ermee belast om in het bestek bepalingen te doen opnemen met betrekking tot de berekening van de bijdragen die de producenten aan het eco-organisme betalen, waarbij die producenten vrij blijven om die bijdragen geheel of gedeeltelijk door te rekenen aan de verbruiker, in het kader van hun commercieel beleid.

B.32. Aangezien de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen eraan geven, is het eerste onderdeel van het vijfde middel niet gegrond.

B.33.1. Het tweede onderdeel van het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 27, 33 en 134 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De verzoekende partijen verwijzen de decreetgever te bepalen dat de Regering, in het bestek van de eco-organismen, bepalingen moet opnemen met betrekking tot de beperking van de vanuit die bijdragen aangelegde voorzieningen tot maximum achttien maanden activiteit, terwijl het aanleggen van voorzieningen voor risico's en kosten aan de verenigingen zonder winstoogmerk wordt opgelegd bij artikel 17, § 3, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen, en bij de artikelen 50 tot 55 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen. De bestreden bepaling zou dan ook een schending met zich meebrengen van de bevoegdheid van de federale overheid om de regels voor de verenigingen zonder winstoogmerk aan te nemen, en een ongerechtvaardigd verschil in behandeling tussen de eco-organismen, die aan die beperking van hun voorzieningen zijn onderworpen, en alle andere vzw's waarvoor niet zulk een beperking geldt.

B.33.2. De memorie van toelichting bij de bestreden bepaling geeft aan dat de decreetgever wilde streven naar een « beperking » van het bedrag van de met de bijdragen aangelegde reserves en voorzieningen van de eco-organismen, « om gevolg te geven aan de aanbeveling van het Rekenhof in zijn 26ste Boek », dat al te aanzienlijke reserves had vastgesteld in de boekhouding van verschillende organismen die instaan voor de terugnameplicht van producenten (*ibid.*, p. 32). Onder de verschillende aanvullende maatregelen die werden overwogen om dat doel te bereiken, « wordt een maximum vastgesteld voor de reserves en voorzieningen aangelegd met de bijdragen van de verbruikers, dat overeenstemt met achttien maanden activiteit ». De decreetgever oordeelde dat « dit maximum redelijk lijkt om te kunnen vooruitlopen op eventuele wijzigingen die verbonden zijn aan, bijvoorbeeld, belangrijke schommelingen in de verkoopprijs van de betrokken producten of in de kosten voor afvalbeheer » (*ibid.*).

B.34. In tegenstelling tot hetgeen de Waalse Regering voorhoudt, is dat onderdeel van het middel niet onontvankelijk wegens de ontstentenis van een wettig belang van de verzoekende partijen. Zij hebben er belang bij de vernietiging te vorderen van een bepaling die boekhoudkundige verplichtingen oplegt en de mogelijkheden van de eco-organismen om voorzieningen aan te leggen beperkt. Hun belang wordt niet onwettig om reden dat zij, via een vernietiging, zouden beogen een situatie te handhaven die « onwettig » zou zijn, aangezien de bestreden bepaling tot doel heeft een einde te maken aan de mogelijkheid « tot ongerechtvaardigde en volkomen onevenredige verrijking » van de eco-organismen die bijdragen innen waarvan het bedrag aanzienlijk hoger zou zijn dan de kosten voor inzameling, beheer en recycling van het afval.

B.35. Het Hof onderzoekt dat onderdeel van het middel eerst in zoverre het is afgeleid uit de schending van de regels inzake bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de gewesten.

B.36.1. Met toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 19 december 2003 « betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen » en van de artikelen 50 tot 55 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 « tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen », zijn de verenigingen zonder winstoogmerk waarvan de omvang een zekere drempel overschrijdt, verplicht om voorzieningen aan te leggen voor risico's en kosten. Die voorzieningen « beogen naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten te dekken die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag niet vaststaat » (artikel 50 van het voormelde koninklijk besluit van 30 januari 2001) en moeten « voldoen aan de eisen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw » (artikel 51 van hetzelfde koninklijk besluit). Zij moeten worden « geïndividualiseerd naar gelang van de risico's en kosten met dezelfde aard die ze moeten dekken » (artikel 52 van hetzelfde koninklijk besluit). Krachtens artikel 54 van hetzelfde koninklijk besluit moeten vzw's voorzieningen vormen met het oog op « de verplichtingen die op de vennootschap rusten inzake rust- en overlevingspensioenen, werkloosheid met bedrijfstoeslag en andere gelijkaardige pensioenen of renten; de kosten van grote herstellings- of onderhoudswerken; de verlies- of kostenrisico's die voor de vennootschap voortvloeien uit persoonlijke of zakelijke zekerheden, verstrekt tot waarborg van schulden of verbintenissen van derden, uit verbintenissen tot aan- of verkoop van vaste activa, uit de uitvoering van gedane of ontvangen bestellingen, uit termijnposities of overeenkomsten in deviezen, termijnposities of overeenkomsten op goederen, uit technische waarborgen verbonden aan reeds door de vennootschap verrichte verkopen of diensten, uit hangende geschillen; de kosten van een milieuverplichting ». Krachtens artikel 55 van hetzelfde koninklijk besluit, ten slotte, « [mogen] de voorzieningen voor risico's en kosten [...] niet worden gehandhaafd in die mate waarin ze op het einde van het boekjaar hoger zijn dan wat vereist is volgens een actuele beoordeling, conform de normen waarvan sprake in artikel 51, van de risico's en kosten waarvoor ze werden gevormd ».

B.36.2. Door de Regering te verplichten om een maatregel te nemen die ertoe strekt het bedrag van de voorzieningen die door de eco-organismen kunnen worden aangelegd te beperken tot een bepaalde som, neemt de decreetgever een regel aan die rechtstreeks interfereert met de boekhoudkundige verplichtingen die de voormelde bepalingen aan de verenigingen zonder winstoogmerk opleggen, en maakt hij bijgevolg inbreuk op de bevoegdheid van de federale overheid voor de boekhoudkundige regels die op die verenigingen van toepassing zijn.

B.36.3. De bestreden maatregel zou overigens niet noodzakelijk kunnen worden geacht voor de uitoefening, door de gewestwetgever, van zijn bevoegdheid inzake afvalbeheer. Ook al kan worden aangenomen dat de decreetgever ernaar streeft het beheer te omkaderen van de eco-organismen waaraan een gedeelte van de verantwoordelijkheid op dat gebied wordt toevertrouwd, is het daartoe niet noodzakelijk de door die instellingen aangelegde voorzieningen te beperken tot een bepaald bedrag, hetgeen, in bepaalde omstandigheden, tot gevolg zou kunnen hebben, ze te beletten om de boekhoudkundige verplichtingen die hun worden opgelegd door de ter zake bevoegde federale wetgever, na te komen.

B.37. Het tweede onderdeel van het vijfde middel is gegrond. In artikel 8*bis*, § 5, vierde lid, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, dat door de bestreden bepaling is ingevoegd, dienen de woorden « en voorschotten [lees : voorzieningen] » te worden vernietigd.

Wat het zesde middel betreft

B.38.1. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 27 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.38.2. Het eerste onderdeel van het middel beoogt artikel 8*bis*, § 5, tweede lid, 3°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. De verzoekende partijen verwijten de decreetgever een discriminatie teweeg te brengen in zoverre hij de eco-organismen verplicht om maatregelen te nemen om sociale tewerkstelling te bevorderen, wat een beperking zou inhouden van hun vrijheid om hun vereniging te organiseren, terwijl zulk een verplichting inzake tewerkstelling niet wordt opgelegd aan de andere verenigingen zonder winstoogmerk die ook niet door de overheid worden gesubsidieerd.

B.39.1. De decreetgever vermag, bij de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake tewerkstelling, bepalingen aan te nemen die tot doel hebben sociale tewerkstelling te bevorderen. Hij dient niettemin, bij de uitoefening van zijn bevoegdheden, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in acht te nemen.

B.39.2. Het bekritiseerde verschil in behandeling berust op het criterium van de aard van de activiteiten van de vereniging die onderworpen is aan de verplichting om maatregelen te nemen ter bevordering van de sociale tewerkstelling. Een dergelijk criterium is objectief. Het Hof moet nog onderzoeken of het pertinent is in het licht van het doel van de bestreden bepaling, te weten de ontwikkeling van sociale tewerkstelling bevorderen.

B.40.1. De eco-organismen zijn verenigingen zonder winstoogmerk die, ook al worden zij niet door de overheid gesubsidieerd, niettemin door haar worden belast met het vervullen van een opdracht van algemeen belang, en die op die manier deelnemen aan de uitvoering van het beleid van de decreetgever inzake afval. Zij bevinden zich, om die reden, in een andere verhouding ten aanzien van de overheid dan die waarin de andere verenigingen zonder winstoogmerk, met uiteenlopende doelen, zich bevinden.

B.40.2. De decreetgever, die een doeltreffend tewerkstellingsbeleid wil voeren, vermocht het noodzakelijk te achten zich daartoe te verlaten op privéwerkgevers met wie de overheid een geprivilegieerde band onderhoudt. Hij vermocht aldus te oordelen dat het noodzakelijk was dat die werkgevers ook een gedeelte van de uitvoering op zich zouden nemen van een doeltreffend beleid inzake tewerkstelling van personen voor wie de arbeidsmarkt vaak moeilijk toegankelijk is.

B.40.3. Voor het overige heeft de bestreden bepaling, die de eco-organismen enkel een inspanningsverplichting oplegt en hen niet verplicht om een welbepaald resultaat inzake sociale tewerkstelling te behalen, geen onevenredige gevolgen voor die instellingen.

B.41. Het eerste onderdeel van het zesde middel is niet gegrond.

B.42.1. Het tweede onderdeel van het middel beoogt artikel 8*bis*, § 5, eerste lid, 4°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. De verzoekende partijen verwijten de decreetgever een discriminatie teweeg te brengen in zoverre hij de eco-organismen verplicht om over een bedrijfszetel of een contactpunt te beschikken in het Waalse Gewest, wat een beperking zou inhouden van hun vrijheid om hun vereniging te organiseren, terwijl zulk een verplichting niet wordt opgelegd aan de andere verenigingen zonder winstoogmerk die ook niet door de overheid worden gesubsidieerd.

B.42.2. Volgens de memorie van toelichting bij de bestreden bepaling wordt, « om de relaties met de overheid en de verschillende in Wallonië gesitueerde stakeholders te vergemakkelijken, minimaal één contactpunt in Wallonië vereist » (*ibid.*, p. 31).

B.43.1. Het bekritiseerde verschil in behandeling berust op het criterium van de aard van de activiteiten van de vereniging die onderworpen is aan de verplichting om over een bedrijfszetel of een contactpunt op het grondgebied van het Waalse Gewest te beschikken. Een dergelijk criterium is objectief. Het Hof moet nog onderzoeken of het pertinent is in het licht van het doel van de bestreden bepaling.

B.43.2. De bestreden bepaling verplicht de eco-organismen niet om hun maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest te vestigen, maar verplicht hen minimaal tot een contactpunt, of zelfs een bedrijfszetel, op dat grondgebied. De eco-organismen worden door artikel 8*bis* aan een aantal verplichtingen onderworpen die een voortdurende dialoog met de Waalse overheden, alsook het regelmatig overleggen van documenten en een aantal onderzoeken en controles vereisen. Het is bijgevolg niet zonder redelijke verantwoording de eco-organismen te verplichten om over een bedrijfszetel of een contactpunt in het Waalse Gewest te beschikken teneinde de verschillende contacten met de Waalse overheden te vergemakkelijken. Die verplichting heeft overigens geen onevenredige gevolgen voor de eco-organismen gelet op het gewenste type van locatie, namelijk een contactpunt of een bedrijfszetel.

B.44. Het tweede onderdeel van het zesde middel is niet gegrond.

Wat het zevende middel betreft

B.45.1. Het zevende middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het beoogt artikel 8*bis*, § 2, laatste lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, dat door de bestreden bepaling is ingevoegd. De verzoekende partijen verwijten de decreetgever te hebben bepaald dat de rapportage van de gegevens betreffende de afvalstromen kosteloos is wanneer zij rechtstreeks aan de bevoegde overheid gebeurt, terwijl dezelfde rapportageverrichting niet kosteloos moet zijn wanneer zij gericht is aan de producent of diens gevolmachtigde, te weten een eco-organisme. De bestreden bepaling zou op die manier een ongerechtvaardigd verschil in behandeling creëren tussen, enerzijds, de producenten en eco-organismen die de rapporteur moeten vergoeden en, anderzijds, de bevoegde overheid die een rapportage van gegevens verkrijgt zonder de rapporteur te moeten vergoeden.

B.45.2. De memorie van toelichting bij de bestreden bepaling vermeldt :

« Ten slotte brengt een terugnameplicht de verplichting met zich mee, voor de producent, om verschillende inlichtingen te rapporteren. Voor de follow-up van de afvalstromen en de berekening van het behaalde inzamelings- en verwerkingspercentage zijn ook gegevens vereist die gespreid zijn over de keten van commercialisering en van afvalbeheer. Elke operator die actief is in de keten van het beheer van aan de terugnameplicht onderworpen afval, moet de nodige gegevens rapporteren, naar gelang van het geval aan de administratie, aan de producent of aan het eco-organisme. De Regering zal de modaliteiten preciseren, op basis van de bijzonderheden van elke afvalstroom en rekening houdend met de verplichtingen die zijn ingevoerd door specifieke Europese richtlijnen zoals, in het bijzonder, de richtlijn 2012/19/EU van 4 juli 2012 betreffende AEEA, en de richtlijn 2013/56/EU van 20 november 2013 tot wijziging van richtlijn 2006/66/EG inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's » (*ibid.*, p. 30).

B.46. De verrichtingen van onderzoek en analyse die noodzakelijk zijn voor het opstellen van betrouwbare en bruikbare rapporten kunnen, zowel voor de producenten en de eco-organismen als voor de bevoegde administratie, complex zijn en kosten teweegbrengen voor de operator die met de rapportage belast is.

Rekening houdend met de omstandigheid dat de producenten en hun gevolmachtigden, de eco-organismen, enerzijds, en de administratie, anderzijds, zich in een wezenlijk verschillende situatie bevinden wat het beheer van de afvalstromen en van de daarbij horende gegevens betreft, was de decreetgever niet verplicht om de kosteloosheid die hij oplegt wanneer de ontvanger van de rapporten de administratie is, uit te breiden tot alle rapportageverrichtingen wanneer die bestemd zijn voor de actoren van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

B.47. Voor het overige heeft de niet-kosteloosheid van de rapportage wanneer zij bestemd is voor de producenten en de eco-organismen, voor die actoren geen onevenredige gevolgen omdat die kosten kunnen worden beschouwd als deel uitmakend van de totale kosten voor de verwerking van het afval waarvoor een uitgebreide producentenverantwoordelijkheid geldt.

B.48. Het zevende middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof

1. vernietigt :

- artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning, in zoverre het artikel 8bis, § 1, eerste lid, invoegt in het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

- dezelfde bepaling, in zoverre zij, in hetzelfde decreet, artikel 8bis, § 5, vierde lid, 5°, invoegt, maar alleen in zoverre die bepaling de woorden « en voorschotten » bevat;

2. verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 22 maart 2018.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/201570]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 37/2018 vom 22. März 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 6581

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, erhoben von der VoG « Belgisch Fonds voor de Inzamelung en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, und dem emeritierten Präsidenten E. De Groot gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 4. Januar 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. Januar 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Juli 2016): die VoG « Belgisch Fonds voor de Inzamelung en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », die VoG « Recupel Audio - Video », die VoG « Recupel SDA », die VoG « Recupel ICT », die VoG « Recupel E.T. & Garden », die VoG « LightRec », die VoG « MeLarec », die VoG « Recupel », die VoG « Bebat », die VoG « Recytyre », die VoG « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », die VoG « Agoria », die VoG « Traxio », die « Miele » AG, die « Electrolux Belgium » AG und die « BSH Home Appliances » AG, unterstützt und vertreten durch RA D. Lagasse, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung. Dieser Artikel ersetzt die Paragraphen 1 bis 6 des Artikels 8bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle durch die folgenden Bestimmungen:

« § 1. Die Regierung kann die in Artikel 2 Ziffer 20 [d. h.: 20bis] genannten Personen, die in der Wallonie Güter, Produkte oder Rohstoffe auf den Markt bringen, der erweiterten Herstellerverantwortung unterwerfen.

Die erweiterte Herstellerverantwortung hat die Form einer Rücknahmepflicht, einer Berichterstattungspflicht oder einer Teilnahmepflicht.

Die Regierung legt die gemeinsamen Allgemeinregeln und die spezifischen Regeln je Güter- und Abfallstrom fest, die auf die Hersteller und ggf. auf die Beteiligten der Vermarktungs- und Verwaltungskette der Abfallströme anwendbar sind, um die Verhütung und Wiederverwendung zu fördern und ein hohes Niveau der selektiven Sammlung und Verwertung von Abfällen zu erreichen.

Es kann unterschieden werden, ob die Abfälle Haushaltsabfälle oder berufliche Abfälle sind.

Die Regierung richtet alle zwei Jahre an das Parlament einen Bericht der Verwaltung über die praktische Umsetzung der in Ausführung des vorliegenden Artikels verabschiedeten Bestimmungen.

§ 2. Die Rücknahmepflicht setzt für den Hersteller unter Beachtung der in Artikel 1 § 2 erwähnten Hierarchie das Folgende voraus:

- 1° Förderung der quantitativen und qualitativen Abfallvermeidung;
- 2° Gewährleistung oder Verstärkung der Wiederverwendung;
- 3° Gewährleistung oder Organisierung der Abfuhr, der selektiven Sammlung, des Recyclings oder jeglicher anderen angepassten Verwertung oder Bewirtschaftung der Güter oder Abfälle zur Erfüllung der durch die Regierung festgelegten Ziele;
- 4° Führung der zur Erfüllung der Ziele nötigen Informations- und Sensibilisierungsaktionen;
- 5° Übernahme der Kosten der in den Punkten 1 bis 4 erwähnten Aktionen, einschließlich der Diebstahlsicherungen, der finanziellen Kontrollen und der Analysen und Inspektionen;
- 6° Beteiligung und Beitrag, wie auch ggf. die anderen Akteure der Vermarktungskette, an bzw. zu der regionalen Politik zur Bekämpfung der Inzivilitäten in Zusammenhang mit den Abfällen und der öffentlichen Sauberkeit für die betroffenen Güter, Stoffe und Abfälle;
- 7° Berichterstattung über die Daten über die vermarkteten Güter, Produkte und Stoffe, die gesammelten und behandelten Ströme und die in Ausführung der Rücknahmepflicht geführten Maßnahmen.

Für die Haushaltsabfälle schließen die in Absatz 1 Ziffer 6 erwähnten Kosten die tatsächlichen und vollständigen Kosten der in Zusammenarbeit mit den juristischen Personen öffentlichen Rechts organisierten Abfallbewirtschaftung ein. Die Regierung kann Kriterien und Tarife zum Ausgleich der durch diese getragenen Kosten festlegen. Wenn diese Abfälle von anderen Benutzern als den Haushalten stammen, können andere Finanzierungsmethoden im Rahmen von Einigungen zwischen Herstellern und Benutzern unter Beachtung des anwendbaren europäischen Rechts vorgesehen werden.

Die Regierung bestimmt, welche Daten in Ausführung von Absatz 1 Ziffer 7 mitzuteilen sind, und legt die Art und Weise fest, wie die Register mit diesen Daten geführt werden.

Jeder in der Bewirtschaftungskette der Abfallströme tätige Betreiber, der der Rücknahmepflicht unterworfen ist, muss entweder der zuständigen Behörde unentgeltlich und unmittelbar, oder dem Hersteller bzw. seinem Bevollmächtigten, der Umwelteinrichtung, im Falle einer Vereinbarung mit ihm, die Daten über diese Ströme mitteilen.

§ 3. Jeder der Rücknahmepflicht unterliegende Hersteller muss einen der Verwaltung vorher unterworfenen Vorbeugungsplan erarbeiten und durchführen. Er kann:

- 1° entweder einen individuellen Vorbeugungsplan erarbeiten und durchführen;
- 2° oder eine Drittperson, die an seine Stelle treten wird, mit der Erarbeitung und der Durchführung eines Vorbeugungsplanes je nach Sektor der wirtschaftlichen Tätigkeit beauftragen.

Der Vorbeugungsplan enthält die bereits durchgeführten Maßnahmen, die laufenden Maßnahmen, die quantifizierten Ziele und die geplanten Maßnahmen zur quantitativen und qualitativen Vorbeugung für eine Dauer von fünf Jahren.

Die Verwaltung bewertet, genehmigt oder verweigert jeden Plan nach den von der Regierung festgelegten Fristen und Verfahren, unter Berücksichtigung der Ziele des Wallonischen Abfallplans oder des regionalen Programms zur Vorbeugung der Abfälle.

Die Regierung kann eine Mindestschwelle für die Freigabe auf den wallonischen Markt von Gütern oder für die Erzeugung von Abfällen festlegen, ab welcher das Auferlegen eines Vorbeugungsplanes anwendbar ist.

§ 4. Unbeschadet von Paragraph 3 kann der der Rücknahmepflicht unterworfenen Hersteller zwecks Einhaltung seiner Rücknahmepflicht:

- 1° entweder ein individuelles Abfuhr-, Sammlungs- und Behandlungssystem, einschließlich der Wiederverwendung, durch einen individuellen Verwaltungsplan organisieren;
- 2° oder eine Umwelteinrichtung, der er angeschlossen ist, mit der Erfüllung seiner Pflicht beauftragen, wobei diese berechtigt ist, entweder im Rahmen einer Lizenz oder im Rahmen einer gemäß dem Umweltgesetzbuch angenommenen Umweltvereinbarung ein Kollektivsystem einzuführen.

Die Regierung erlässt die Anforderungen für den Inhalt des individuellen Planes, das Verfahren, nach dem er eingereicht und gebilligt wird, und seine Gültigkeitsdauer, die fünf Jahre nicht überschreiten kann.

Sie bestimmt die Bedingungen, denen die Umwelteinrichtungen und die Kollektivsysteme genügen müssen, das Verfahren zur Gewährung und Erneuerung der Lizenzen und deren Gültigkeitsdauer, die fünf Jahre nicht überschreiten kann. Sie sieht Bestimmungen vor, um die Streitfälle zwischen den beteiligten Parteien zu begleichen.

§ 5. Die Personen, die den von der Regierung bestimmten Anforderungen genügen, können zugelassen werden, um ein Kollektivsystem zu betreiben, unter Berücksichtigung der folgenden Bedingungen:

- 1° als Vereinigung ohne Erwerbzweck rechtmäßig gegründet sein;
- 2° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht für Rechnung ihrer Mitglieder haben;
- 3° über ausreichende Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu erfüllen;
- 4° über einen Tätigkeitssitz oder eine Kontaktstelle in der Wallonie verfügen;
- 5° den Gebrauch der nationalen Sprachen in allen ihren Beziehungen mit der Verwaltung, den in der Wallonie ansässigen betroffenen Personen und Unternehmen beachten;
- 6° die Gesamtheit des wallonischen Gebiets decken.

Die Umwelteinrichtung ist verpflichtet:

1° für die Gesamtheit der Hersteller, die mit ihr einen Vertrag abgeschlossen haben, innerhalb der vorgesehenen Fristen die Ziele der Sammlung, der Wiederverwendung, des Recyclings und der Verwertung der Güter und Abfälle zu erreichen;

2° gleiche und nicht diskriminierende Bedingungen für den Beitritt und die Übernahme der Rücknahmepflicht für jeden Hersteller, der an dem Kollektivsystem teilnimmt, für die Abfallkategorie, die ihn betrifft, anzuwenden;

3° Bestimmungen im Hinblick auf die Förderung von Arbeitsplätzen mit sozialer Zielsetzung zu nehmen;

4° das von der Regierung gemäß Absatz 4 erlassene Lastenheft einzuhalten.

Wenn die Rücknahmepflicht Haushaltsabfälle betrifft, so erfüllt die Umwelteinrichtung eine Aufgabe öffentlichen Dienstes. Die Regierung sieht die Verfügbarkeit und die Zugänglichkeit der öffentlichen Sammlungscentren für Hausmüll vor, die den Benutzern und ggf. den Einzelhändlern erlauben, die der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle unentgeltlich zurückzubringen. Zusätzlich zu den in den vorigen Bestimmungen erwähnten Bedingungen und Pflichten ist die Umwelteinrichtung dazu verpflichtet:

- 1° das wallonische Gebiet einheitlich zu decken;
- 2° eine Sicherheitsleistung zu erbringen, um der Region die Einhaltung der Rücknahmepflicht zu garantieren;
- 3° die tatsächlichen und vollständigen Kosten der in Zusammenarbeit mit den juristischen Personen öffentlichen Rechts organisierten Abfallbewirtschaftung zu finanzieren.

Das Lastenheft der Umwelteinrichtungen wird von der Regierung nach erfolgter öffentlicher Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Buches I des Umweltgesetzbuches erlassen. Es umfasst Bestimmungen über die folgenden Aspekte:

- 1° die Betriebsführung, die Beziehungen mit der Aufsichtsbehörde, den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts und den betroffenen Parteien;
- 2° die rechtlichen und technischen Bedingungen, unter denen die Entsorgung und die Bewirtschaftung der Güter und Abfälle organisiert werden;
- 3° die Bedingungen, unter denen eine Einrichtung unmittelbar oder mittelbar, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft, eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht;
- 4° die Informationspflichten gegenüber der zuständigen Behörde, den Benutzern und Besitzern, insbesondere die Art und Weise, wie diese Information übermittelt werden oder verfügbar sein muss;
- 5° die Finanzierung der Verpflichtung, die Kostentransparenz, die Berechnung der unmittelbar oder mittelbar von dem Verbraucher getragenen Beiträge, die Beschränkung der aus diesen Beiträgen bestehenden Rücklagen und Rückstellungen auf höchstens achtzehn Monate Tätigkeit, außer im Falle von Abweichungen, und die einzuhaltenden Modalitäten im Falle einer Überschreitung.

Die Regierung bestimmt, welche Maßnahmen des Kollektivsystems je nach Fall der Notifizierung, Begutachtung oder Genehmigung der Verwaltung unterworfen sind.

§ 6. Die Berichterstattungspflicht und die Teilnahmepflicht gelten für die spezifischen Abfälle, die von der Regierung bezeichnet sind und ganz oder teilweise durch juristische Personen öffentlichen Rechts durch jegliches Mittel gesammelt oder entsorgt werden, und mit dem Hausmüll vermischt oder nicht sind.

Die Berichterstattungspflicht umfasst die Benachrichtigung der Verwaltung über die auf den Markt gebrachten Güter, Produkte oder Stoffe einerseits und die zwecks Erfüllung der Umweltziele getroffenen Maßnahmen zur Vermeidung, Wiederverwendung, Information und Sensibilisierung der Benutzer.

Die Teilnahmepflicht gilt für Abfallströme, die Gegenstand eines Mangels in der Kette sind, wobei ein Problem der öffentlichen Sauberkeit vorliegt, oder für welche Wiederverwendungs- oder Verwertungsverfahren einzuführen sind. Sie umfasst, zusätzlich zur Berichterstattungspflicht, die Teilnahme der Hersteller und ggf. anderer Beteiligter der Vermarktungskette an der regionalen Politik zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung, einschließlich der öffentlichen Sauberkeit.

Sie erfolgt in der Form einer pauschalen Beteiligung an den Kosten für die Abfallvermeidung, -sammlung und -behandlung, die von den juristischen Personen öffentlichen Rechts getragen werden, einschließlich wenn für die Abfälle ihrer Art wegen keine selektive Sammlung organisiert wird, oder wenn die Sortierung wirtschaftlich übermäßig hohe Kosten zur Folge hätte. In diesen Kosten sind die Aktionen zur Erhaltung und Wiederherstellung der öffentlichen Sauberkeit in Verbindung mit dem Littering eingeschlossen.

Jede Person, die der Berichterstattungspflicht oder der Teilnahmepflicht unterworfen ist, kann je nach Sektor der wirtschaftlichen Tätigkeit eine Drittperson, die an ihre Stelle tritt, mit der Erfüllung ihrer Pflicht beauftragen ».

Nach Artikel 112 des angefochtenen Dekrets tritt diese Bestimmung zu einem von der Wallonischen Regierung festzulegenden Datum in Kraft.

B.1.2. Mit dem angefochtenen Dekret wollte der Gesetzgeber insbesondere die Regelung der Rücknahmepflichten « in das umfassendere System der erweiterten Herstellerverantwortung im Sinne von Artikel 8 der Richtlinie 2008/98/EG vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien » aufnehmen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2015-2016, Nr. 484/1, S. 7).

Die Herstellerverantwortung:

« comporte trois mécanismes différents :

- L'obligation de reprise, lorsque le flux justifie une reprise (VHU, DEEE, piles et accumulateurs, etc.);
- L'obligation de rapportage, lorsque le flux des déchets ménagers est déjà collecté sélectivement à l'initiative du secteur public, ne connaît pas de déficit de chaîne, mais, en raison de ses caractéristiques, justifie un minimum de rapportage permettant d'apprécier le taux de collecte et de traitement, et les dispositions prises par les producteurs en terme de prévention et de sensibilisation des consommateurs (huiles et graisses de friture p.ex.);
- L'obligation de participation à la politique régionale de prévention et de gestion, en ce compris la propreté publique, lorsque le flux des déchets est géré par le secteur public mais connaît un déficit de chaîne (valeur négative du déchet), présente un problème de propreté publique ou encore afin de stimuler le développement de filières de réutilisation et de valorisation. Pour des raisons pratiques, la participation est forfaitaire. Elle devra être déterminée, selon sa nature, par le Parlement (disposition fiscale), le Gouvernement ou dans le cadre d'une convention » (*ibid.*).

B.1.3. Die Rücknahmepflicht für die Abfälle, die ihr unterliegen, das heißt insbesondere Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEAG) und Altbatterien und Altakkumulatoren, obliegt den Herstellern dieser Produkte. Die Hersteller haben zur Erfüllung ihrer Rücknahmepflicht die Wahl zwischen einem individuellen System und einem Kollektivsystem über Einrichtungen, die in dem angefochtenen Dekret mit dem Begriff « Umwelteinrichtungen » bezeichnet werden.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.2. Da nicht bestritten wird, dass die zehn ersten und die drei letzten klagenden Parteien ein Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung haben, ist die Einrede der Unzulässigkeit der Klage, die sich auf das fehlende Interesse der elften bis dreizehnten klagenden Partei stützt, nicht zu prüfen.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.3.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einer Verletzung von Artikel 143 § 1 der Verfassung, der Artikel 5, 39 und 134 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 2 und 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insoweit diese Bestimmungen einen Grundsatz der ausschließlichen Zuständigkeitsverteilung aufstellen, und von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit Artikel 3 Ziffer 12 der Richtlinie 2006/66/EG vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Altakkumulatoren und Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe f der Richtlinie 2012/19/EU vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte, insoweit sie den Grundsatz des freien Dienstleistungsverkehrs garantieren.

B.3.2. Die klagenden Parteien vertreten die Auffassung, dass die von ihnen angeführten Bestimmungen durch die angefochtene Bestimmung verletzt werden, da der Dekretgeber ihrer Ansicht nach nicht einerseits « den der Rücknahmepflicht der Abfälle unterworfenen Hersteller » definieren könne (erster Teil in Bezug auf Artikel 8bis § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996) und es andererseits der Wallonischen Regierung gestatten könne, das Lastenheft der Umwelteinrichtungen festzulegen, denen sich die Hersteller anschließen können (zweiter Teil in Bezug auf Artikel 8bis § 5 Absatz 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996), ohne vorher mit den beiden anderen Regionen ein Zusammenarbeitsabkommen über diese beiden Punkte abgeschlossen zu haben.

B.4. Artikel 143 § 1 der Verfassung bestimmt:

« Der Föderalstaat, die Gemeinschaften, die Regionen und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission respektieren bei der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse die föderale Loyalität, um Interessenkonflikte zu vermeiden ».

Der Respekt der föderalen Loyalität setzt voraus, dass die Föderalbehörde und die föderierten Teilgebiete bei der Ausübung ihrer Befugnisse das Gleichgewicht des föderalen Aufbaus insgesamt nicht stören. Die föderale Loyalität betrifft mehr als nur die Ausübung der Befugnisse: Sie weist auf den Geist hin, in dem diese erfolgen muss.

Der Grundsatz der föderalen Loyalität verpflichtet jeden Gesetzgeber, darauf zu achten, dass die Ausübung seiner eigenen Befugnis es nicht den anderen Gesetzgebern unmöglich macht oder übermäßig erschwert, ihre Befugnisse auszuüben.

B.5. In den Artikeln 5, 39 und 134 der Verfassung ist in Verbindung mit den Artikeln 2 und 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eine ausschließliche Verteilung der territorialen Zuständigkeiten festgelegt. Ein solches System setzt voraus, dass der Gegenstand jeder Vorschrift, die von einem regionalen Gesetzgeber erlassen wird, in seinem Zuständigkeitsgebiet zu finden ist, so dass alle Verhältnisse oder konkreten Situationen von einem einzigen Gesetzgeber geregelt werden.

B.6.1. Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt, dass die Regionen ihre Befugnisse « unter Einhaltung der Grundsätze des freien Personen-, Waren-, Dienstleistungs- und Kapitalverkehrs und der Handels- und Gewerbefreiheit als auch unter Einhaltung des allgemeinen Rechtsrahmens der Wirtschafts- und Währungsunion, wie er durch oder aufgrund des Gesetzes und durch oder aufgrund internationaler Verträge festgelegt worden ist », ausüben.

B.6.2. Artikel 3 Ziffer 12 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG definiert den « Hersteller » als

« eine Person in einem Mitgliedstaat, die unabhängig von der Verkaufstechnik, einschließlich der Fernkommunikationstechnik im Sinne der Richtlinie 97/7/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Mai 1997 über den Verbraucherschutz bei Vertragsabschlüssen im Fernabsatz, Batterien oder Akkumulatoren, einschließlich in Geräte oder Fahrzeuge eingebaute Batterien oder Akkumulatoren, erstmals im Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats gewerblich in Verkehr bringt ».

B.6.3. Artikel 3 Ziffer 1 Buchstabe f der Richtlinie 2012/19/EU definiert den « Hersteller » als

« jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der Verkaufsmethode, einschließlich der Fernkommunikationstechnik im Sinne der Richtlinie 97/7/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Mai 1997 über den Verbraucherschutz bei Vertragsabschlüssen im Fernabsatz

i) in einem Mitgliedstaat niedergelassen ist und Elektro- und Elektronikgeräte unter ihrem eigenen Namen oder Warenzeichen herstellt oder Elektro- und Elektronikgeräte konzipieren oder herstellen lässt und sie unter ihrem Namen oder Warenzeichen innerhalb des Hoheitsgebiets dieses Mitgliedstaats vermarktet,

ii) in einem Mitgliedstaat niedergelassen ist und im Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats Geräte anderer Anbieter unter ihrem eigenen Namen oder Warenzeichen weiterverkauft, wobei der Weiterverkäufer nicht als ' Hersteller ' anzusehen ist, sofern der Markenname des Herstellers gemäß Ziffer i auf dem Gerät erscheint,

iii) in einem Mitgliedstaat niedergelassen ist und auf dem Markt dieses Mitgliedstaats Elektro- oder Elektronikgeräte aus einem Drittland oder aus einem anderen Mitgliedstaat gewerblich in Verkehr bringt oder

iv) in einem Mitgliedstaat Elektro- oder Elektronikgeräte mit Hilfe der Fernkommunikationstechnik direkt an private Haushalte oder andere Nutzer als private Haushalte vertreibt und in einem anderen Mitgliedstaat oder in einem Drittland niedergelassen ist.

Wer ausschließlich aufgrund oder im Rahmen einer Finanzierungsvereinbarung Mittel bereitstellt, gilt nicht als Hersteller', sofern er nicht auch als Hersteller im Sinne der Ziffern i bis iv auftritt; ».

B.7.1. Auf der Grundlage von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen können der Staat, die Gemeinschaften und die Regionen Zusammenarbeitsabkommen abschließen, die sich insbesondere auf die gemeinsame Gründung und Verwaltung gemeinschaftlicher Dienststellen und Einrichtungen, auf die gemeinsame Ausübung eigener Befugnisse oder auf die gemeinschaftliche Entwicklung von Initiativen beziehen. Darüber hinaus verfügen sie über weitere Instrumente, um ihre Zusammenarbeit zu gestalten.

B.7.2. In der Regel beinhaltet das Ausbleiben einer Zusammenarbeit in einem Sachbereich, für den der Sondergesetzgeber keine Verpflichtung hierzu vorsieht, keinen Verstoß gegen die Vorschriften zur Verteilung der Zuständigkeiten.

B.8. Entgegen der Auffassung der Wallonischen Regierung zieht der Umstand, dass sich die in der angefochtenen Bestimmung verwendete Definition des « Herstellers » in Artikel 2 Ziffer 20bis, bei dem es sich um eine frühere Bestimmung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle handelt, und nicht in der angefochtenen Bestimmung befindet, nicht die Unzulässigkeit des ersten Teils des ersten Klagegrunds nach sich. Denn der Beschwerdegrund der klagenden Parteien bezieht sich nicht auf die Definition an sich, sondern darauf, dass der Dekretgeber diese Definition des Herstellers herangezogen hat, um den Geltungsbereich der erweiterten Herstellerverantwortung einzuzugrenzen, was der Gegenstand der angefochtenen Bestimmung ist.

B.9.1. Aus der Verbindung der angefochtenen Bestimmung mit Artikel 2 Ziffer 20bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 ergibt sich, dass die durch das angefochtene Dekret eingeführte erweiterte Herstellerverantwortung « jeder natürlichen oder juristischen Person, die unter ihrem eigenen Warenzeichen oder nicht ein Produkt herstellt oder einführt und es entweder für den eigenen Gebrauch in ihren Industrie- oder Geschäftsbetrieben einsetzt oder auf den wallonischen Markt bringt, unabhängig von der Verkaufsmethode, im Fernabsatz oder nicht, » und jeder « natürlichen oder juristischen Person, die von anderen Anbietern hergestellte Produkte unter ihrem eigenen Warenzeichen weiterverkauft, » ab dem Zeitpunkt obliegt, zu dem sie Güter, Produkte oder Rohstoffe auf den wallonischen Markt bringen.

B.9.2. Der Dekretgeber, der im Rahmen der Zuständigkeit im Bereich Abfälle handelt, die ihm durch Artikel 6 § 1 II Absatz 1 Ziffer 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen übertragen wurde, ist für die Umsetzung der vorgenannten europäischen Richtlinien über die Verwaltung von bestimmten Abfallströmen zuständig, für die eine Rücknahmepflicht besteht, die den Herstellern auferlegt werden muss. Es ist in diesem Rahmen seine Aufgabe, genau zu bestimmen, welche Personen der erweiterten Herstellerverantwortung, die für die Rücknahme der betreffenden Abfälle als verantwortlich anzusehen sind, unterliegen.

B.10.1. In Artikel 10 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG und in Artikel 7 Absatz 1 der vorgenannten Richtlinie 2012/19/EU sind jeweils Ziele in Form von Sammelquoten für Altbatterien und Altkumulatoren bzw. Elektro- und Elektronik-Altgeräten festgelegt, die im Verhältnis zu den entsprechenden Produkten, die in dem einzelnen Mitgliedstaat in Verkehr gebracht wurden, jährlich von den Mitgliedstaaten erreicht werden müssen.

B.10.2. Angesichts dessen, dass es für die fraglichen Produkte keine sub-regionalen Märkte gibt, dass die von den europäischen Richtlinien vorgeschriebenen Sammelquoten im gesamten belgischen Staatsgebiet erreicht werden müssen und dass die Rücknahmepflicht allen Herstellern aufzuerlegen ist, scheint es unvermeidbar zu sein, dass die Regionen in abgestimmter Weise Definitionen für die Person festlegen, die als Hersteller gilt und für die Sammlung und Behandlung von Elektro- oder Elektronik-Geräten und Batterien oder Akkumulatoren verantwortlich ist, die auf den belgischen Markt gebracht wurden, so dass die mit jedem der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegenden Abfall verbundenen Pflichten von einer Person übernommen werden, die als dessen verantwortlicher Hersteller benannt ist. Dies gilt umso mehr, als die erweiterte Herstellerverantwortung ebenfalls finanzielle Pflichten in Form von Beiträgen umfassen kann, die an die Umwelteinrichtung, der der Hersteller beigetreten ist, gezahlt werden. Da die Regionen, vorbehaltlich der nachstehenden Ausführungen, dafür zuständig sind, Maßnahmen zu ergreifen, die insbesondere die Finanzierung der Herstellerpflichten und die Berechnung der Beiträge regeln, die an die Umwelteinrichtungen, die diese Pflicht übernehmen, zu zahlen sind, ist es angezeigt, dass jede Situation, die unter die Dekretgebung über Abfälle, die der Rücknahmepflicht unterliegen, fällt, von einem regionalen Gesetzgeber geregelt wird, was voraussetzt, dass die Kriterien zur Eingrenzung der territorialen Zuständigkeit von jedem von ihnen miteinander in Einklang stehen.

B.10.3. Die Festlegung einer Definition des Herstellers, der der erweiterten Herstellerverantwortung unterworfen ist, durch den Dekretgeber der Wallonischen Region ohne vorherige Absprache mit den Gesetzgebern der anderen Regionen verstößt in Verbindung mit den geltend gemachten Bestimmungen gegen den Grundsatz der föderalen Loyalität, der in Artikel 143 § 1 der Verfassung garantiert ist, da sie möglicherweise die Erreichung der von der Europäischen Union vorgegebenen Ziele durch den belgischen Staat behindert.

B.11. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist begründet. Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Änderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung ist, insoweit er in das Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle Artikel 8bis § 1 Absatz 1 einfügt, für nichtig zu erklären.

B.12. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds richtet sich gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 4 des vorgenannten Dekrets vom 27. Juni 1996, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde, und im Einzelnen dagegen, dass es der Wallonischen Regierung gestattet wurde, das Lastenheft der Umwelteinrichtungen, denen die Hersteller beitreten können, zu erstellen, ohne vorher ein Zusammenarbeitsabkommen zu diesem Thema mit den beiden anderen Regionen abgeschlossen zu haben. Gemäß der angefochtenen Bestimmung umfasst das Lastenheft insbesondere Bestimmungen zur « Betriebsführung » der Einrichtung, Bestimmungen zu den Bedingungen, unter denen sie unmittelbar oder mittelbar, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft, eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht, und Bestimmungen, die die Finanzierung der Verpflichtung und die Berechnung der Beiträge regeln und die aus diesen Beiträgen bestehenden Rücklagen und Rückstellungen beschränken.

B.13.1. Indem der Wallonischen Regierung gestattet wurde, ein Lastenheft mit den vorstehend genannten Bestimmungen zu erlassen, hindert der Dekretgeber die anderen Regionen nicht daran, ihre Befugnis in der gleichen Sache auszuüben, indem ihrer ausführenden Gewalt gegebenenfalls gestattet wird, ebenfalls ein Lastenheft zu erlassen, das den Umwelteinrichtungen vorgeschrieben wird, die sie in ihrem Gebiet anerkennen. Er macht auch nicht die Ausübung dieser Befugnis für die beiden anderen Regionen *a priori* schwieriger.

B.13.2. Der Umstand, dass die von den der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegenden Herstellern gegründeten Umwelteinrichtungen gegenwärtig auf dem gesamten belgischen Staatsgebiet tätig sind, so dass diese Umwelteinrichtungen je nach Region unterschiedlichen Zulassungsbedingungen unterworfen sein könnten, hindert den Dekretgeber nicht daran, die Wallonische Regierung zu beauftragen, ein Lastenheft zu erlassen, das sich auf die in der angefochtenen Bestimmung aufgeführten Vorschriften bezieht, und schreibt ihm nicht vor, zunächst ein Zusammenarbeitsabkommen mit den anderen Regionen abzuschließen, um ein gemeinsames Lastenheft zu erstellen.

B.13.3. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist nicht begründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.14.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einer Verletzung von Artikel 27 der Verfassung und von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe d und Artikel 8 Absatz 3 der vorgenannten Richtlinie 2012/19/EU und mit Artikel 12 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG. Er richtet sich gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 1 Ziffer 2, Absatz 2 Ziffer 4 und Absatz 4 Ziffer 1 bis 5 des Dekrets vom 27. Juni 1996.

Die klagenden Parteien werfen dem Dekretgeber vor, einerseits den Umwelteinrichtungen vorzuschreiben, dass sie als einzigen statutarischen Zweck die Übernahme der Rücknahmepflicht für die Rechnung ihrer Vertragspartner haben, und andererseits zugelassen zu haben, dass die Organisation und Tätigkeit der Umwelteinrichtungen vollständig durch das Lastenheft bestimmt wird, das von der Regierung zu erlassen ist, was einen Verstoß gegen die Vereinigungsfreiheit und die Handels- und Gewerbefreiheit darstelle.

B.14.2. Artikel 27 der Verfassung bestimmt:

« Die Belgier haben das Recht, Vereinigungen zu bilden; dieses Recht darf keiner präventiven Maßnahme unterworfen werden ».

Die in dieser Bestimmung vorgesehene Vereinigungsfreiheit bezweckt, die Gründung von privaten Vereinigungen und die Teilnahme an ihren Tätigkeiten zu gewährleisten. Sie beinhaltet das Recht, sich zu vereinigen und die interne Organisation der Vereinigung frei zu bestimmen, aber auch das Recht, sich nicht zu vereinigen.

B.14.3. Artikel 12 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG verpflichtet die Mitgliedstaaten sicherzustellen, dass die Hersteller oder Dritte, die ihre Verpflichtung übernehmen, « Systeme für die Behandlung und das Recycling von Altbatterien und -akkumulatoren einrichten und hierbei die besten verfügbaren Techniken im Sinne des Schutzes der Gesundheit und der Umwelt einsetzen ». Gemäß Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe d der vorgenannten Richtlinie 2012/19/EU stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass « den Herstellern gestattet wird, individuelle und/oder kollektive Rücknahmesysteme für Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus privaten Haushalten einzurichten und zu betreiben ». Gemäß Artikel 8 Absatz 3 derselben Richtlinie stellen sie sicher, dass die Hersteller oder in ihrem Namen tätige Dritte « Systeme für die Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten einrichten und hierbei die besten verfügbaren Techniken einsetzen ».

B.15.1. Die Personen, die der erweiterten Herstellerverantwortung für bestimmte Abfallströme, insbesondere für Altbatterien und Altakkumulatoren und Elektro- und Elektronik-Altgeräte, unterworfen sind, übernehmen eine Rücknahmepflicht für die Abfälle, für die sie verantwortlich sind, deren Inhalt in Artikel 8bis § 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 beschrieben ist. Diese Rücknahmepflicht ist Teil der Umsetzung der von der Region verfolgten Umweltpolitik, was ausdrücklich durch den Umstand bestätigt wird, dass ihr « zur Erfüllung der durch die Regierung festgelegten Ziele » hinsichtlich der Abfuhr, der selektiven Sammlung, des Recyclings und der Verwertung der Abfälle nachgekommen wird (Artikel 8bis § 2 Ziffer 3).

B.15.2. Da die Rücknahmepflicht nach Artikel 8bis § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 individuell oder kollektiv übernommen werden kann, sind die Hersteller nicht verpflichtet, sich zu vereinigen, um den Anforderungen der erweiterten Herstellerverantwortung gerecht zu werden.

B.15.3. Angesichts der Aufgabe im allgemeinen Interesse, die von den Herstellern übernommen wird, wenn sie der Rücknahmepflicht nachkommen, entbehrt es nicht einer Rechtfertigung, dass der Dekretgeber einen Rahmen für ihre Tätigkeit vorgibt, indem er entweder vorsieht, dass die Regierung die individuellen Pläne für die Bewirtschaftung der betroffenen Abfälle billigt, oder indem er ein System einer Lizenz einführt, die den Dritten einrichtet, die die Hersteller deren Rücknahmepflicht übernehmen.

B.15.4. Wenn die Hersteller sich für einen Zusammenschluss zur Übernahme dieser Pflicht entscheiden, müssen sie ihrer Vereinigung die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht geben, damit von den Behörden anerkannt wird, dass sie die Rücknahmepflicht der betreffenden Hersteller rechtmäßig übernimmt, und sie dürfen ihr keinen anderen statutarischen Zweck als die Übernahme der Rücknahmepflicht für die Rechnung der Vertragspartner geben.

B.15.5. Da die angefochtene Bestimmung zum einen keine Pflicht, sich zu vereinigen, enthält und die Hersteller, die dies wünschen, zum anderen nicht daran hindert, andere Vereinigungen zu gründen und ihnen andere statutarische Zwecke zu geben, verletzt sie die in Artikel 27 der Verfassung garantierte Vereinigungsfreiheit nicht.

B.16.1. Durch die Beauftragung der Wallonischen Regierung, ein Lastenheft zu erstellen, dem die Umwelteinrichtungen genügen müssen, und durch die Vorschrift, dass dieses Lastenheft Bestimmungen über die Betriebsführung, die Beziehungen mit der Aufsichtsbehörde, mit den für die Haushaltsmüllsammmlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts und den betroffenen Parteien, Bestimmungen über die rechtlichen und technischen Bedingungen, unter denen die Entsorgung und die Bewirtschaftung der Güter und Abfälle organisiert werden, Bestimmungen über die Bedingungen, unter denen eine Einrichtung unmittelbar oder mittelbar, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft, eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht, Bestimmungen über die Informationspflichten gegenüber der zuständigen Behörde, den Benutzern und Besitzern, insbesondere die Art und Weise, wie diese Information übermittelt werden oder verfügbar sein muss, und schließlich Bestimmungen über die Finanzierung der Verpflichtung, die Kostentransparenz, die Berechnung der unmittelbar oder mittelbar von dem Verbraucher getragenen Beiträge und die Beschränkung der aus diesen Beiträgen bestehenden Rücklagen und Rückstellungen umfassen muss, legt die angefochtene Bestimmungen Beschränkungen der Vereinigungsfreiheit oder der Handels- und Gewerbefreiheit fest, die nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehren.

B.16.2. Es ist Aufgabe der Regierung, gegebenenfalls unter der Kontrolle des zuständigen Richters, das Lastenheft zu erlassen, wobei sie darauf achten muss, die vorgenannten Freiheiten nicht über das zur Erreichung der in Sachen Umweltpolitik und Abfallbewirtschaftung verfolgten Ziele notwendige Maß hinaus zu beschränken.

B.17. Schließlich stellt die angefochtene Bestimmung als solche kein Hindernis für die Umwelteinrichtungen dar, die besten verfügbaren Techniken zur Behandlung, zum Recycling und zur Verwertung der Abfälle, die Gegenstand der Rücknahmepflicht sind, einzusetzen. Nachmals: Es obliegt der Regierung, bei der Ausarbeitung des Lastenhefts darauf zu achten, dass die Handlungsmöglichkeiten der Umwelteinrichtungen nicht so beschränkt werden, dass sie an einer Weiterentwicklung der von ihnen eingesetzten Techniken entsprechend dem wissenschaftlichen und technischen Fortschritt in der Branche gehindert werden.

B.18. Der zweite Klagegrund ist nicht begründet.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.19.1. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3, Absatz 4 Ziffer 1 und Absatz 5 Ziffern 4 und 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und gegen Artikel 10 desselben Sondergesetzes in Verbindung mit Artikel 16 der vorgenannten Richtlinie 2008/98/EG, mit Artikel 10 der vorgenannten Richtlinie 2012/19/EU, mit Artikel 15 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG und mit den Artikeln 11, 12 und 18 der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen. Der Klagegrund ist ebenfalls aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den vorgenannten Bestimmungen abgeleitet. Der Klagegrund richtet sich gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde.

B.19.2. Mit dem ersten Teil dieses Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, der Dekretgeber sehe vor, dass die Regierung den Umwelteinrichtungen, die nicht den Vorschriften für die öffentliche Auftragsvergabe unterliegen, die Einhaltung von ähnlichen Grundsätzen vorschreiben müsse, wie sie sich aus der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge herleiten, was darauf hinauslaufen würde, diese Einrichtungen diesen Gesetzen zu unterwerfen und folglich deren Anwendungsbereich auszudehnen. Überdies würde der Dekretgeber dadurch in das Wettbewerbsrecht, das Recht der Handelspraktiken und das Handelsrecht eingreifen. Schließlich würde der Dekretgeber auf diese Weise eine nicht gerechtfertigte Ungleichbehandlung zwischen den Umwelteinrichtungen und den anderen privaten Unternehmen schaffen.

B.19.3. Mit dem zweiten Teil dieses Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, der Dekretgeber sehe vor, dass die Regierung den Umwelteinrichtungen vorschreiben könne, eine Begrenzung des Abfalltransports hinsichtlich der Menge und der Entfernung anzustreben, was bedeuten würde, einen Grundsatz der Nähe zu verankern, der Folgen für den freien Waren- und Dienstleistungsverkehr innerhalb des belgischen Staates sowie zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Union hätte.

B.19.4. Mit dem dritten Teil dieses Klagegrunds werfen die klagenden Parteien dem Dekretgeber vor, der Regierung unter Verstoß gegen Artikel 10 des vorgenannten Sondergesetzes vom 8. August 1980 eine zu umfassende Befugnis eingeräumt zu haben, um in einem dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltenen Bereich tätig zu werden.

B.20.1. In der in dem Klagegrund genannten Bestimmung ist lediglich vorgesehen, dass das Lastenheft der Umwelteinrichtungen, das von der Regierung erlassen werden soll, Bestimmungen über die « rechtlichen und technischen Bedingungen, unter denen die Entsorgung und die Bewirtschaftung der Güter und Abfälle organisiert werden » umfasst. Diese Bestimmung an sich schreibt der Regierung nicht vor, die föderalen Rechtsvorschriften über öffentliche Aufträge auf die Umwelteinrichtungen anwendbar zu machen. Sie enthält auch keinen « Grundsatz der Nähe », den die Umwelteinrichtungen bei der Entsorgung und Bewirtschaftung der Güter und Abfälle zu beachten hätten.

B.20.2. In der Begründung ist zu der angefochtenen Bestimmung angegeben:

« Les conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont opérées la reprise et la gestion des biens et déchets seront précisées. Un objectif de protection optimale de l'environnement est poursuivi. Il s'agit également, lorsque l'éco-organisme organise la collecte et le traitement lui-même et en particulier s'il n'est pas soumis aux règles des marchés publics, ce qui se détermine au cas par cas, que le Gouvernement puisse préciser les principes essentiels à respecter dans un objectif d'intérêt général : la transparence impliquant une publicité adéquate, une accessibilité des documents dans les langues nationales, et la communication des décisions motivées d'attribution, la mise en concurrence, le respect de l'égalité de traitement des opérateurs.

Les conditions peuvent également viser à limiter le transport des déchets en volume et en distance par application du principe de proximité, à l'accessibilité des marchés aux PME ou à favoriser l'émergence de nouvelles filières et d'initiatives innovantes » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.21.1. Zwar geht aus diesem Auszug aus den Vorarbeiten der angefochtenen Bestimmung eindeutig hervor, dass es - wie die klagenden Parteien vorbringen - die Absicht des Dekretgebers war, die Regierung zu ermächtigen, im Einzelfall zu prüfen, ob den Umwelteinrichtungen, für die die Rechtsvorschriften über öffentliche Aufträge nicht gelten, die Einhaltung von bestimmten ähnlichen Regeln wie bei diesen Rechtsvorschriften vorzuschreiben ist, aber die Bestimmung selbst enthält keine Anweisung oder genaueren Angaben in diesem Sinne.

B.21.2. Im Übrigen kann nicht vermutet werden, dass der Dekretgeber die Regierung ermächtigt hätte, Maßnahmen unter Verstoß gegen die Bestimmungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Regelung der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen zu ergreifen.

Es obliegt der Wallonischen Regierung, gegebenenfalls unter Kontrolle des zuständigen Richters, die ihr durch die angefochtene Bestimmung erteilte Befugnis im Einklang mit den Regeln zur Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat und den Regionen zu nutzen.

B.22. Ebenso wenig kann aus dem Anliegen des Dekretgebers, das in dem in B.20.2 zitierten Auszug aus den Vorarbeiten angegeben ist, einen Grundsatz der Nähe anzuwenden, hergeleitet werden, dass er die Regierung ermächtigt hätte, die Angelegenheit unter Verletzung der Zuständigkeitsregeln oder der europäischen Richtlinien und Verordnungen, die in dem Klagegrund angeführt werden, zu reglementieren.

B.23. Schließlich beinhaltet, nachdem die angefochtene Bestimmung an sich keinen Verstoß gegen die Zuständigkeitsregeln darstellt, auch die Befugnisübertragung an die Regierung selbst keinen solchen Verstoß. Zudem stellt eine Befugnisübertragung an die Regierung in einem Bereich, der nicht dem Dekretgeber vorbehalten ist, nicht an sich eine Verletzung der in dem Klagegrund angeführten Vorschriften und Grundsätze dar.

B.24. Keiner der Teile des dritten Klagegrundes ist begründet.

In Bezug auf den vierten Klagegrund

B.25.1. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 27 der Verfassung, gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 und Absatz 5 Ziffern 4 und 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und gegen Artikel 10 desselben Sondergesetzes. Der Klagegrund ist ebenfalls aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den vorgenannten Bestimmungen abgeleitet. Der Klagegrund richtet sich gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 4 Ziffer 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde.

B.25.2. Mit dem ersten Teil dieses Klagegrunds rügen die klagenden Parteien, der Dekretgeber sehe vor, dass die Regierung die Bedingungen festlegen muss, unter denen eine Umwelteinrichtung eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht, um für die Aufgabe der Betreiber einen Rahmen vorzugeben und den Missbrauch einer vorherrschenden Stellung zu verhindern, während es einerseits nicht bewiesen sei, dass eine Gefahr einer beherrschenden Stellung bestehe, und andererseits nicht gezeigt werde, weshalb die Anwendung des föderalen Wettbewerbsrechts und des europäischen Wettbewerbsrechts nicht ausreichend sein sollte, um einem möglichen Missbrauch einer beherrschenden Stellung vorzubeugen. Dadurch beachte der Dekretgeber die Grundsätze des freien Personen-, Waren-, Dienstleistungs- und Kapitalverkehrs, die Handels- und Gewerbebefreiheit und die Wirtschafts- und Währungsunion nicht. Überdies würde der Dekretgeber dadurch in das Wettbewerbsrecht, das Recht der Handelspraktiken, das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht eingreifen. Schließlich würde der Dekretgeber auf diese Weise eine nicht gerechtfertigte Ungleichbehandlung zwischen den Umwelteinrichtungen und den anderen privaten Unternehmen schaffen.

B.25.3. Mit dem zweiten Teil dieses Klagegrunds werfen die klagenden Parteien dem Dekretgeber vor, der Regierung unter Verstoß gegen Artikel 10 des vorgenannten Sondergesetzes vom 8. August 1980 eine zu umfassende Befugnis eingeräumt zu haben, um in einem dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltenen Bereich tätig zu werden.

B.26.1. In der in dem Klagegrund genannten Bestimmung ist lediglich vorgesehen, dass das Lastenheft der Umwelteinrichtungen, das von der Regierung erlassen werden soll, Bestimmungen über die « Bedingungen, unter denen eine Einrichtung unmittelbar oder mittelbar, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft, eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht, » umfasst. Diese Bestimmung selbst enthält weder einen Hinweis auf ein Ziel der Bekämpfung des Missbrauchs einer beherrschenden Stellung auf dem Gebiet der Abfallsammlung, -bewirtschaftung und -behandlung noch Maßnahmen, die dazu bestimmt sind, ein solches Ziel zu erreichen.

B.26.2. In der Begründung ist zu der angefochtenen Bestimmung angegeben:

« Le Gouvernement est habilité à encadrer le rôle des organismes de gestion en qualité d'opérateurs. Le pouvoir d'influence des systèmes collectifs peut être considérable du fait notamment des moyens qui leur sont consentis par le cadre législatif et réglementaire. Leur action aboutit à une forte concentration de la demande de collecte ou de traitement des déchets, d'autant plus marquée que les producteurs n'ont institué qu'un seul organisme par flux. Le Gouvernement déterminera, eu égard aux particularités de chaque flux, les conditions d'encadrement de manière à garantir le rôle fondamental structurant et catalyseur d'initiatives des organismes sur le marché, à prévenir les conflits d'intérêts et les abus de position dominante » (*ibid.*, p. 32).

B.27.1. Zwar geht aus diesem Auszug aus den Vorarbeiten der angefochtenen Bestimmung eindeutig hervor, dass es - wie die klagenden Parteien vorbringen - die Absicht des Dekretgebers war, der Regierung die Prüfung, ob Maßnahmen zu erlassen sind, durch die Interessenkonflikte und Missbräuche von beherrschenden Stellungen vermieden werden sollen, und folglich die Festlegung von Rahmenbedingungen für die Umwelteinrichtungen zu gestatten, aber die Bestimmung selbst enthält keine Anweisung oder genaueren Angaben in diesem Sinne.

B.27.2. Im Übrigen kann nicht vermutet werden, dass der Dekretgeber die Regierung ermächtigt hätte, Maßnahmen unter Verstoß gegen die im Klagegrund genannten Bestimmungen der Verfassung oder die genannten Bestimmungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Regelung der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen zu ergreifen.

Es obliegt der Wallonischen Regierung, gegebenenfalls unter Kontrolle des zuständigen Richters, die ihr durch die angefochtene Bestimmung erteilte Befugnis im Einklang mit der Verfassung und den Regeln zur Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat und den Regionen zu nutzen.

B.28. Schließlich beinhaltet, nachdem die angefochtene Bestimmung an sich keinen Verstoß gegen die Zuständigkeitsregeln darstellt, auch die Befugnisübertragung an die Regierung selbst keinen solchen Verstoß. Zudem stellt eine Befugnisübertragung an die Regierung in einem Bereich, der nicht dem Dekretgeber vorbehalten ist, nicht an sich eine Verletzung der in dem Klagegrund angeführten Vorschriften und Grundsätze dar.

B.29. Keiner der Teile des vierten Klagegrundes ist begründet.

In Bezug auf den fünften Klagegrund

B.30.1. Der fünfte Klagegrund richtet sich gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 4 Ziffer 5 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde.

B.30.2. Der erste Teil des Klagegrundes ist abgeleitet aus einer Verletzung von Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 16 und 41 Ziffer 2 Buchstabe b der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Die klagenden Parteien rügen, der Dekretgeber sehe vor, dass die Regierung in dem Lastenheft der Umwelteinrichtungen Bestimmungen über die Berechnung der Beiträge, die unmittelbar oder mittelbar vom Verbraucher getragen werden, auführen muss, was für die Hersteller der betreffenden Güter die Verpflichtung bedeuten würde, unter das gemäß den angeführten Bestimmungen geschützte Geschäftsgeheimnis fallende geschäftliche Informationen mitzuteilen.

B.31.1. Falls die angefochtene Bestimmung so verstanden werden müsste, als ob sie die Regierung anweisen würde, Maßnahmen zu ergreifen, die für die Hersteller von der Rücknahmepflicht unterliegenden Gütern die Verpflichtung bedeuten, die Zusammensetzung des Verkaufspreises für jedes dieser Güter öffentlich zu machen, so dass erkennbar wird, ob und in welchem Umfang der Verbraucher einen Teil oder den gesamten Beitrag trägt, den der Hersteller an die Umwelteinrichtung zahlt, der er sich angeschlossen hat, könnte sie in der Tat bewirken, dass diese Hersteller verpflichtet wären, Informationen weiterzugeben, die zu ihrer Geschäftspolitik gehören und unter das Geschäftsgeheimnis fallen.

B.31.2. So weitreichend ist die angefochtene Bestimmung jedoch nicht. Denn in ihr werden die Aspekte aufgezählt, die Gegenstand der Bestimmungen sein sollen, die im Lastenheft der Umwelteinrichtungen aufgeführt sind. Sie kann somit nur den Umwelteinrichtungen und nicht den Herstellern, die einen Vertrag mit diesen abschließen, Verpflichtungen auferlegen. Die angefochtene Bestimmung ist daher so zu verstehen, dass sie der Wallonischen Regierung den Auftrag erteilt, im Lastenheft Bestimmungen zur Berechnung der Beiträge aufzuführen, die von den Herstellern an die Umwelteinrichtungen gezahlt werden. Den Herstellern steht es dabei frei, diese Beiträge im Rahmen ihrer Geschäftspolitik ganz oder teilweise auf den Verbraucher abzuwälzen.

B.32. Da die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien zuschreiben, ist der erste Teil des fünften Klagegrundes nicht begründet.

B.33.1. Der zweite Teil des Klagegrundes ist aus einer Verletzung der Artikel 10, 11, 27, 33 und 134 der Verfassung und von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet. Die klagenden Parteien rügen den Dekretgeber, weil er vorsehe, dass die Regierung in dem Lastenheft der Umwelteinrichtungen Bestimmungen über die Beschränkung der aus diesen Beiträgen gebildeten Rückstellungen auf höchstens achtzehn Monate Tätigkeit auführen muss, obgleich die Bildung von Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht durch Artikel 17 § 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, durch Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2003 über die Buchhaltungspflichten und die Offenlegung des Jahresabschlusses bestimmter Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, internationaler Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Stiftungen und durch die Artikel 50 bis 55 des Königlichen Erlasses vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesellschaftsgesetzbuches vorgeschrieben wird. Die angefochtene Bestimmung verletzt daher die Zuständigkeit der Föderalbehörde, die für Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht geltenden Vorschriften zu erlassen, und führe zu einer nicht gerechtfertigten Ungleichbehandlung zwischen den Umwelteinrichtungen, die dieser Beschränkung ihrer Rückstellung unterliegen, und allen anderen VoG, für die eine solche Beschränkung nicht gilt.

B.33.2. In der Begründung zu der angefochtenen Bestimmung ist angegeben, dass der Dekretgeber beabsichtigte, ein « Ziel der Beschränkung » des Betrags der aus den Beiträgen gebildeten Rücklagen und Rückstellungen der Umwelteinrichtungen zu erreichen, « um den Empfehlungen des Rechnungshofs in seinem 26. Bericht Rechnung zu tragen », der als zu hoch eingeschätzte Rücklagen in der Buchführung von mehreren Einrichtungen festgestellt hatte, die die Rücknahmepflicht der Hersteller übernehmen (ebd., S. 32). Unter den verschiedenen ergänzenden Maßnahmen,

die zur Erreichung dieses Ziels geplant sind, « wird eine Obergrenze für die aus den Beiträgen der Verbraucher bestehenden Rücklagen und Rückstellungen festgelegt, die 18 Monate Tätigkeit entspricht ». Der Dekretgeber war der Ansicht, dass « diese Obergrenze angemessen scheint, weil sie es gestattet, sich auf etwaige Änderungen im Zusammenhang beispielsweise mit erheblichen Schwankungen beim Verkaufspreis der betreffenden Produkte oder der Abfallbewirtschaftungskosten einzustellen » (*ebd.*).

B.34. Entgegen der Auffassung der Wallonischen Regierung ist dieser Teil des Klagegrunds nicht wegen fehlenden Interesses auf Seiten der klagenden Parteien unzulässig. Diese haben ein Interesse daran, die Nichtigerklärung einer Bestimmung zu verfolgen, die Buchführungspflichten vorschreibt und die Möglichkeiten der Umwelteinrichtungen, Rückstellungen zu bilden, beschränkt. Ihr Interesse wird nicht dadurch unberechtigt, dass sie durch die Nichtigerklärung die Aufrechterhaltung einer Situation anstreben, die « rechtswidrig » sei, da die angefochtene Bestimmung das Ziel habe, die Möglichkeit « der ungerechtfertigten und völlig unverhältnismäßigen Bereicherung » der Umwelteinrichtungen ein Ende zu bereiten, die Beiträge bezögen, deren Betrag bei weitem die Kosten für Abfallsammlung, -bewirtschaftung und -recycling übersteigen würde.

B.35. Der Gerichtshof prüft diesen Teil des Klagegrunds zunächst, insoweit er sich aus der Verletzung der Zuständigkeitsregeln zwischen dem Föderalstaat und den Regionen ableitet.

B.36.1. Nach Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2003 « über die Buchhaltungspflichten und die Offenlegung des Jahresabschlusses bestimmter Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, internationaler Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Stiftungen » und den Artikeln 50 bis 55 des Königlichen Erlasses vom 30. Januar 2001 « zur Ausführung des Gesellschaftsgesetzbuches » sind Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Größe eine bestimmte Schwelle überschreitet, verpflichtet, Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen zu bilden. Als diese Rückstellungen « für Risiken und Aufwendungen sind ihrer Eigenart nach genau umschriebene Verluste oder Aufwendungen auszuweisen, die am Bilanzstichtag wahrscheinlich oder sicher, aber hinsichtlich ihrer Höhe unbestimmt sind » (Artikel 50 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 30. Januar 2001) und sie müssen « die Kriterien der Vorsicht, Aufrichtigkeit und Gutgläubigkeit erfüllen » (Artikel 51 desselben Königlichen Erlasses). Sie müssen « je nach den Risiken und Aufwendungen gleicher Art, die sie decken müssen, individualisiert » werden (Artikel 52 desselben Königlichen Erlasses). Kraft Artikel 54 desselben Königlichen Erlasses müssen die VoG Rückstellungen bilden zur Deckung von unter anderem « der Gesellschaft obliegenden Verpflichtungen hinsichtlich der Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen, der Arbeitslosigkeit mit Betriebszuschlag und anderer ähnlicher Pensionen oder Renten, Aufwendungen für große Reparaturen und große Instandhaltungsarbeiten, Verlust- oder Aufwendungsrisiken, die sich für die Gesellschaft aus persönlichen oder dinglichen Sicherheiten, die zur Besicherung von Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter gestellt wurden, aus Verpflichtungen zum Erwerb oder zur Veräußerung von Gegenständen des Anlagevermögens, aus der Ausführung aufgegebener oder erhaltener Bestellungen, aus Terminpositionen oder -geschäften in Devisen oder in Waren, aus technischen Garantien, die mit den von der Gesellschaft bereits ausgeführten Verkäufen oder Leistungen verbunden sind, aus laufenden Rechtsstreitigkeiten oder aus Aufwendungen für eine Umweltverpflichtung ergeben ». Nach Artikel 55 desselben Königlichen Erlasses dürfen « Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen [...] nicht beibehalten werden, sofern sie gemäß den in Artikel 51 vorgesehenen Kriterien am Ende des Geschäftsjahres eine aktuelle Beurteilung der Risiken und Aufwendungen, für die sie gebildet worden sind, übersteigen ».

B.36.2. Indem der Dekretgeber der Regierung vorschreibt, eine Maßnahme zur Begrenzung des Betrags der Rückstellungen, die von den Umwelteinrichtungen gebildet werden können, auf eine bestimmte Summe zu ergreifen, erlässt er eine Vorschrift, die direkt in die Buchführungspflichten eingreift, die den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht durch die vorgenannten Bestimmungen vorgeschrieben werden, und mischt sich folglich in die Zuständigkeit der Föderalbehörde auf dem Gebiet der für diese Vereinigungen geltenden Buchführungsvorschriften ein.

B.36.3. Außerdem ist die angefochtene Maßnahme nicht als notwendig anzusehen, damit der regionale Gesetzgeber seine Zuständigkeit im Bereich der Abfallbewirtschaftung ausüben kann. Zwar kann zugelassen werden, dass der Dekretgeber versucht, einen Rahmen für die Verwaltung der Umwelteinrichtungen vorzugeben, denen ein Teil der Verantwortung in diesem Bereich übertragen wird, aber es ist zu diesem Zweck nicht erforderlich, dass er dafür die von diesen Einrichtungen gebildeten Rückstellungen auf einen bestimmten Betrag beschränkt, was unter gewissen Umständen bewirken könnte, dass sie daran gehindert sind, den Buchführungspflichten nachzukommen, die ihnen von dem in diesem Bereich zuständigen föderalen Gesetzgeber vorgeschrieben werden.

B.37. Der zweite Teil des fünften Klagegrunds ist begründet. In Artikel *8bis* § 5 Absatz 4 Ziffer 5 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde, sind die Worte « und Rückstellungen » für nichtig zu erklären.

In Bezug auf den sechsten Klagegrund

B.38.1. Der sechste Klagegrund ist abgeleitet aus einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 27 der Verfassung und von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.38.2. Der erste Teil des Klagegrunds ist gegen Artikel *8bis* § 5 Absatz 2 Ziffer 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle gerichtet. Die klagenden Parteien werfen dem Dekretgeber vor, es führe zu einer Diskriminierung, wenn er den Umwelteinrichtungen auferlege, Maßnahmen im Hinblick auf die Förderung von Arbeitsplätzen mit sozialer Zielsetzung zu ergreifen, was eine Beschränkung ihrer Freiheit, ihre Vereinigung zu organisieren, darstelle, während eine solche Verpflichtung im Bereich der Beschäftigung den anderen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ebenfalls keine öffentlichen Subventionen erhalten, nicht auferlegt werde.

B.39.1. Der Dekretgeber kann in Ausübung seiner Zuständigkeit im Bereich Beschäftigung Bestimmungen erlassen, mit denen Arbeitsplätze mit sozialer Zielsetzung gefördert werden sollen. Er ist allerdings verpflichtet, bei der Ausübung seiner Zuständigkeiten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu beachten.

B.39.2. Die kritisierte unterschiedliche Behandlung beruht auf dem Kriterium der Art der Tätigkeiten der Vereinigung, die der Pflicht zur Ergreifung von Maßnahmen, mit denen Arbeitsplätze mit sozialer Zielsetzung gefördert werden sollen, unterliegt. Ein solches Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss also prüfen, ob es für die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung, nämlich die Schaffung von Arbeitsplätzen mit sozialer Zielsetzung zu fördern, sachdienlich ist.

B.40.1. Die Umwelteinrichtungen sind Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die zwar keine öffentlichen Subventionen erhalten, jedoch von den Behörden mit der Erfüllung einer Aufgabe von allgemeinem Interesse beauftragt werden und auf diese Weise an der Umsetzung der Politik des Dekretgebers im Bereich Abfälle beteiligt sind. Aus diesem Grund stehen sie zu den staatlichen Stellen in einem anderen Verhältnis als andere Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die verschiedene Zwecke haben.

B.40.2. Der Dekretgeber, der im Bereich Beschäftigung eine wirksame Politik verfolgen will, konnte es als notwendig erachten, sich zu diesem Zweck auf private Arbeitgeber zu stützen, zu denen die Behörden eine enge Beziehung haben. Er konnte es daher für notwendig halten, dass diese Arbeitgeber ebenfalls einen Teil der Umsetzung einer wirksamen Politik übernehmen, um Personen in Arbeit zu bringen, für die der Zugang zum Arbeitsmarkt oft schwierig ist.

B.40.3. Überdies hat die angefochtene Bestimmung, die den Umwelteinrichtungen nur eine Mittelverpflichtung auferlegt und ihnen nicht vorschreibt, ein bestimmtes Ergebnis bei Arbeitsplätzen mit sozialer Zielsetzung zu erreichen, keine unverhältnismäßigen Folgen für diese Einrichtungen.

B.41. Der erste Teil des sechsten Klagegrunds ist nicht begründet.

B.42.1. Der zweite Teil des Klagegrunds ist gegen Artikel 8bis § 5 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle gerichtet. Die klagenden Parteien werfen dem Dekretgeber vor, es führe zu einer Diskriminierung, wenn er den Umwelteinrichtungen auferlege, über einen Tätigkeitssitz oder eine Kontaktstelle in der Wallonie zu verfügen, was eine Beschränkung ihrer Freiheit, ihre Vereinigung zu organisieren, darstelle, während eine solche Verpflichtung den anderen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ebenfalls keine öffentlichen Subventionen erhalten, nicht auferlegt werde.

B.42.2. Nach der Begründung der angefochtenen Bestimmung « ist mindestens eine Kontaktstelle in der Wallonie erforderlich, um die Beziehungen zu den Behörden und den verschiedenen beteiligten Akteuren in der Wallonie zu erleichtern » (*ibid.*, S. 31).

B.43.1. Die kritisierte unterschiedliche Behandlung beruht auf dem Kriterium der Art der Tätigkeiten der Vereinigung, die der Pflicht unterliegt, über einen Tätigkeitssitz oder eine Kontaktstelle auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verfügen. Ein solches Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss also prüfen, ob es für die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung sachdienlich ist.

B.43.2. Mit der angefochtenen Bestimmung werden die Umwelteinrichtungen nicht verpflichtet, ihren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region einzurichten, sondern es wird von ihnen mindestens eine Kontaktstelle oder auch ein Tätigkeitssitz in diesem Gebiet verlangt. Die Umwelteinrichtungen haben eine Reihe von Verpflichtungen, die in Artikel 8bis vorgesehen sind und die einen ständigen Dialog mit den wallonischen Behörden ebenso wie die regelmäßige Vorlage von Dokumenten und eine Reihe von Überprüfungen und Kontrollen erfordern. Es entbehrt daher nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, den Umwelteinrichtungen die Pflicht aufzuerlegen, über einen Tätigkeitssitz oder eine Kontaktstelle in der Wallonischen Region zu verfügen, um die verschiedenen Kontakte mit den wallonischen Behörden zu vereinfachen. Diese Verpflichtung zieht in Anbetracht der Art des gewünschten Standorts, nämlich einer Kontaktstelle oder eines Tätigkeitssitzes, außerdem keine unverhältnismäßigen Folgen für die Umwelteinrichtungen nach sich.

B.44. Der zweite Teil des sechsten Klagegrunds ist nicht begründet.

In Bezug auf den siebten Klagegrund

B.45.1. Der siebte Klagegrund ist abgeleitet aus der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung. Er richtet sich gegen Artikel 8bis § 2 letzter Absatz des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde. Die klagenden Parteien bemängeln, dass der Dekretgeber vorgesehen hat, dass die Berichterstattung über die Daten zu den Abfallströmen unentgeltlich erfolgt, wenn sie unmittelbar für die zuständige Behörde ist, wohingegen der gleiche Berichterstattungsvorgang nicht unentgeltlich erfolgen müsse, wenn der Empfänger der Hersteller oder sein Bevollmächtigter, das heißt eine Umwelteinrichtung, sei. Durch die angefochtene Bestimmung werde so eine nicht gerechtfertigte Ungleichbehandlung zwischen den Herstellern und Umwelteinrichtungen einerseits, die verpflichtet seien, den Berichterstatter zu bezahlen, und der zuständigen Behörde andererseits, die die Datenberichte erhält, ohne für die Berichterstattung zahlen zu müssen, geschaffen.

B.45.2. In der Begründung der angefochtenen Bestimmung ist angegeben:

« Enfin, l'obligation de reprise emporte l'obligation de rapporter différentes informations par le producteur. Le suivi des flux et le calcul de l'atteinte des taux de collecte et de traitement [requièrent] également des données réparties sur la chaîne de commercialisation et de gestion des déchets. Tout opérateur actif dans la chaîne de gestion de déchets soumis à l'obligation de reprise est tenu de rapporter les données nécessaires, selon le cas à l'administration, au producteur ou à l'éco-organisme. Le Gouvernement précisera les modalités, en fonction des particularités de chaque flux, et tenant compte des obligations introduites par les directives européennes spécifiques telles que, en particulier, la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux DEEE, et la directive 2013/56/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs » (*ibid.*, p. 30).

B.46. Die für die Erstellung von zuverlässigen und zweckdienlichen Berichten notwendigen Recherche- und Analysevorgänge können sowohl für die Hersteller und Umwelteinrichtungen als auch für die zuständige Verwaltung komplex sein und für den Betreiber, der die Berichterstattung übernehmen muss, Kosten nach sich ziehen.

Unter Berücksichtigung des Umstands, dass sich die Hersteller und ihre Bevollmächtigten, die Umwelteinrichtungen, einerseits und die Verwaltung andererseits bei der Verwaltung der Abfallströme und der dazugehörigen Daten in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, war der Dekretgeber nicht verpflichtet, die Unentgeltlichkeit, die er vorschreibt, wenn die Verwaltung der Empfänger der Berichte ist, auf alle Berichterstattungsvorgänge auszudehnen, wenn diese für die Akteure der erweiterten Herstellerverantwortung bestimmt sind.

B.47. Zudem hat es für diese Akteure keine unverhältnismäßigen Folgen, wenn die Berichterstattung an die Hersteller und Umwelteinrichtungen nicht unentgeltlich ist, da diese Kosten als Bestandteil der Gesamtkosten der Behandlung der Abfälle, die unter die erweiterte Herstellerverantwortung fallen, betrachtet werden können.

B.48. Der siebte Klagegrund ist nicht begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt

- Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Änderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, insoweit er in das Dekret der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Artikel 8bis § 1 Absatz 1 einfügt, und

- dieselbe Bestimmung, insoweit sie in dasselbe Dekret Artikel 8bis § 5 Absatz 4 Nr. 5 einfügt, aber nur insofern diese Bestimmung die Wörter « und Rückstellungen » enthält,

für nichtig;

2. weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 22. März 2018.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleul

Der Präsident,
J. Spreutels